



COMMUNE DE
SAINT-YAGUEN

P.C.S



feux de forêt



inondation lente



tempêtes
fréquentes



sanitaire



mouvements
de terrains liés
à la sécheresse



sismicité



transport de
marchandises
dangereuses

VERSION OPÉRATIONNELLE

Elaboration : Septembre 2010 - Actualisation : Avril 2024

L'ELABORATION DES PCS EST COFINANCEE PAR :



PLAN COMMUNAL de SAUVEGARDE

SOMMAIRE

Préambule	P. 04
------------------------	--------------

Présentation générale de la commune	P. 06
--	--------------

CHAPITRE I : Identification des risques recensés sur la commune

✓ A - Phénomènes climatiques	P. 07
✓ B - Sanitaires	P. 09
✓ C - Plan ORSEC Stockage et distribution de comprimés d'iode	P. 16
○ Information de la population	P. 17
○ Distribution des comprimés d'iode	P. 18
✓ D - Sismique	P. 19
✓ E - Mouvement de terrain	P. 22
○ Cartographie des zones argileuses	P. 26
✓ F - Transport de Matières Dangereuses	P. 27
○ Cartographie des principaux axes de circulation	P. 31
✓ G - Feux de forêt	P. 32
○ Cartographie du risque feux de forêt	P. 35
○ Cartographie des pistes D.F.C.I	P. 36
✓ H - Inondation	P. 37
○ Cartographie du risque inondation.....	P. 40

✓ Plan d'Intervention gestion de l'eau potable	P. 41
✓ Plan d'Intervention gestion de l'assainissement	P. 44
✓ Enedis	P. 45
○ Cartographie du réseau et des postes électriques	P. 47

SOMMAIRE

(suite)

CHAPITRE II : L'organisation de la commune en cas de crise

✓ A - L'alerte des responsables communaux	P. 48
✓ B - L'alerte de la population	P. 49
✓ Cartographie du découpage communal	P. 51
✓ Résidences secondaires	P. 54
✓ C - Le Poste de Commandement Communal	P. 55
✓ D - Les fiches réflexes des responsables de cellules	P. 56
✓ Monsieur le Maire « Directeur des Opérations de Secours »	P. 57
✓ Direction opérationnelle	P. 58
✓ Cellule administrative	P. 59
✓ Cellule communication	P. 60
✓ Cellule logistique	P. 61
✓ Cellule accompagnement de la population	P. 62
✓ Personnes nécessitant une attention particulière.....	P. 63
✓ Cellule logistique alimentaire	P. 65
✓ Cellule scolaire	P. 66
✓ E - Moyens recensés	P. 68
✓ Véhicules et engins municipaux	P. 69
✓ Petit matériel municipal	P. 70
✓ Lieux d'accueil	P. 71
✓ Transports sanitaires et collectifs	P. 72
✓ Moyens et partenaires extérieurs	P. 73
✓ F - Exemples de messages d'alerte	P. 74
✓ G - Exemple d'arrêté de réquisition	P. 76

SOMMAIRE

(suite et fin)

CHAPITRE III : Annuaire de crise

✓ Conseil municipal	P. 77
✓ Personnel administratif	P. 78
✓ Personnel technique	P. 79
✓ Personnel de service	P. 80
✓ Personnel médical	P. 81
✓ Etablissements recevant du public	P. 82
✓ Ressources économiques locales	P. 83
✓ Administrations diverses	P. 86
✓ La presse	P. 88

CHAPITRE IV : Textes et documents réglementaires

✓ Cadre juridique	P. 89
✓ Délibération du conseil municipal	P. 91
✓ Arrêté municipal	P. 93

GLOSSAIRE	P. 95
------------------------	--------------

MISE A JOUR DU PLAN	P. 97
----------------------------------	--------------

ANNEXES	
----------------------	--

PRÉAMBULE

L'organisation des secours

La réaction communale doit être complémentaire de la mise en œuvre des secours et non concurrente.

Cette organisation repose principalement sur 3 grands services :

- Les services d'incendie et de secours,
- Les services d'aide médicale urgente,
- Les services de Police (Sécurité Publique et Gendarmerie).

Ces services sont interconnectés et coordonnés au quotidien. Ils sont les premiers alertés soit par les instruments de prévision (vigilance météo par exemple), des procédures de remontée d'information (plan d'opération interne d'une usine soumise à la directive « Seveso »), soit par la réception des appels d'urgence (**15, 17, 18, 112**).

De fait, ils seront les premiers à intervenir, l'échelon municipal étant toujours prévenu et mobilisé ensuite.

Les secours seront donc généralement commandés avant d'être dirigés.

- Le Commandement des Opérations de Secours (C.O.S.).

En application des dispositions générales du plan Orsec :

En général, le Commandement des Opérations de Secours est confié par la loi et les textes réglementaires afférents, au **Directeur Départemental de Services d'Incendie et de Secours (D.D.S.I.S.)** ou à l'officier qu'il aura désigné. Celui-ci, porte le titre de **Commandant des Opérations de Secours (C.O.S.)**. Il agit sous l'Autorité du Préfet ou des Maires concernés.

- La Direction des Opérations de Secours (D.O.S.).

Les secours sont dirigés par l'autorité disposant des pouvoirs de police, le Préfet lorsqu'il déclenche un plan départemental ou le Maire lorsque aucun plan départemental n'est déclenché et que l'évènement ne concerne que le territoire communal. Il porte le titre de **Directeur des Opérations de Secours (D.O.S.)**.

PRÉAMBULE

(suite et fin)

Si la situation le justifie, le Préfet peut prendre la direction des opérations de secours, même si aucun plan départemental n'est déclenché et que l'évènement ne concerne qu'une commune.

Les structures de gestion de crise :

Il n'est pas possible de gérer les opérations efficacement sans poste de commandement.

Les services de secours disposent de centres opérationnels activés 24h/24 pour la plupart :

- Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours (**C.O.D.I.S.**),
- Centre de Réception et de Régulation des Appels (**C.R.R.A. 15 du S.A.M.U.**),
- Centre Opérationnel de la Gendarmerie (**C.O.G.**).

Le préfet, le préfet de zone de défense et de sécurité ainsi que le Gouvernement, disposent de structures en veille ou activables rapidement :

- Centre Opérationnel Départemental (**C.O.D.**) pour le préfet,
- Centre Opérationnel Zonal (**C.O.Z.**) pour le Préfet de zone de défense et de sécurité,
- Centre Opérationnel de Gestion Interministérielle des Crises (**C.O.G.I.C.**) au niveau du gouvernement (sous la responsabilité du Ministre de l'Intérieur).

Pour le Maire disposant d'un Plan Communal de Sauvegarde, il s'agit du Poste de Commandement Communal (**P.C.C.**).

Ces structures fixes sont complétées sur le terrain par le Poste de Commandement Opérationnel (**P.C.O.**) regroupant l'ensemble des services de secours. Il est placé sous l'autorité d'un membre du corps préfectoral.

Des Postes de Commandement (**P.C. du S.D.I.S.**) sont positionnés par le **C.O.S.** afin d'organiser l'opération de secours.

L'alerte :

En cas d'évènement majeur, la population est avertie au moyen du signal national d'alerte.

Ce signal comporte un cycle d'une durée minimum de cinq minutes, composé d'émissions sonores d'une minute quarante et une séparée par un intervalle de cinq secondes.

La fin de l'alerte est annoncée par un signal continu de trente secondes.

Si la commune ne dispose pas de sirène, elle doit se charger de l'alerte de la population.



Préfecture des Landes Serveur d'informations Crue - Feux
de forêt - Météo

05.40.25.40.20

PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE

Saint-Yaguen (642 habitants), se situe dans le département des Landes en région Nouvelle-Aquitaine.

Ses habitants sont appelés les **Saint-Yaguenois** et les **Saint-Yaguenoises**.

Saint-Yaguen est entouré par les communes de Ousse-Suzan, de Meilhan, de Saint-Martin d'Oney, de Carcarès Sainte-Croix, de Carcen-Ponson et de Beylongue.

Saint-Yaguen, fait partie des 17 communes qui constituent la Communauté de Communes du Pays Tarusate avec un bassin de population d'environ 17 714 habitants (2019).

Sept risques technologiques et naturels sont recensés sur le territoire de la commune par le Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles. Il s'agit :

- Du **risque « Phénomènes climatiques »**,
- Du **risque « Sanitaire »**,
- Du **risque « Sismique »**,
- Du **risque « Mouvement de Terrain »**,
- Du **risque « Feux de Forêt »**,
- Du **risque « Inondation »**,
- Du **risque « Transport de Matières Dangereuses »** lié au transport routier.

La commune de **Saint-Yaguen** dépend en premier appel du Centre de Secours de **Tartas**.

CHAPITRE I : Identification des risques recensés sur la commune

A - PHÉNOMÈNES CLIMATIQUES



1 - Définition :

Il arrive que des phénomènes météorologiques généralement « ordinaires » deviennent extrêmes et donc dangereux et lourds de conséquences.

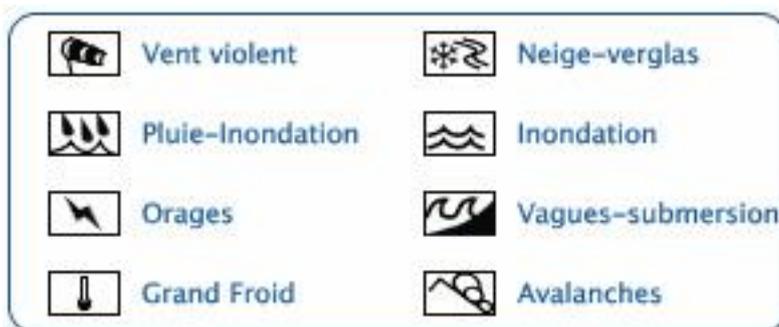
Les risques climatiques se décrivent alors comme des phénomènes météorologiques dont l'intensité et/ou la durée sont exceptionnelles pour la région.

2 - Caractéristiques.

Des phénomènes météorologiques dangereux peuvent se manifester dans le département landais. Lorsqu'ils se produisent, ils peuvent entraîner des dommages importants non seulement sur les personnes et les biens (fortes pluies, vent violent) mais aussi perturber la circulation automobile (neige, verglas).

Les 327 communes du département sont concernées par cet aléa.

Les phénomènes couverts par la vigilance météorologique :

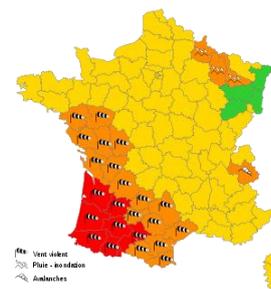


PHÉNOMÈNES CLIMATIQUES (suite et fin)

3 - Caractéristiques des principaux risques.

▣ Tempête

Conséquences directes de l'inégalité des pressions, les vents sont d'autant plus violents que la chute de pression est importante et rapide entre l'anticyclone et la dépression. **Les vents moyens supérieurs à 89 km/h sont considérés comme des tempêtes.**



▣ Orage et phénomènes associés

Alerte météo annonçant la tempête Klaus, janvier 2009

Un orage est une perturbation atmosphérique d'origine convective associée à un type de nuage particulier : le cumulonimbus. Ce dernier est à forte extension verticale, il engendre des pluies fortes à diluviennes, des décharges électriques de foudre accompagnées de tonnerre. Dans des cas extrêmes, l'orage peut produire des chutes de grêle, des vents très violents et, rarement, des tornades.

▣ Grand froid / Canicule

C'est un épisode de temps froid, ou chaud, caractérisé par sa persistance, son intensité et son étendue géographique. L'épisode dure au moins deux jours. Les températures atteignent des valeurs inhabituelles par rapport aux normales saisonnières. Le grand froid, comme la canicule, constitue un danger pour la santé de tous.

4 - Les mesures de prévention.

Météo France adresse deux fois par jour par internet à la Préfecture, à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ainsi qu'à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours, des cartes de vigilance en couleur.

Le site internet de Météo-France (carte de vigilance et consignes de sécurité), est accessible sur : www.meteo.fr

NIVEAU 1 : Pas de vigilance particulière.

NIVEAU 2 : Phénomène habituel dans la région, mais occasionnellement dangereux.

NIVEAU 3 : Vigilance accrue nécessaire, car phénomènes dangereux d'intensité inhabituelle prévus.

NIVEAU 4 : Vigilance absolue obligatoire, car phénomènes dangereux d'intensité exceptionnelle prévus.

Dès que le **NIVEAU 3** est atteint, une chaîne d'alerte opérationnelle se met en place, la préfecture informe par fax les différents services de l'Etat, les mairies et les médias.

Dès que la carte de vigilance annonce le **NIVEAU 4**, la préfecture des LANDES informe les mairies qui doivent prendre les mesures nécessaires de protection et informer leurs administrés.

Au stade de cette étape le maire met en place le Poste de Commandement Communal (P.C.C.) tel que défini sur l'organigramme (page 55).

L'alerte est donnée à la population par les référents de zone (page 49).

B - RISQUES SANITAIRES



1 - Définition :

On appelle risque sanitaire un risque immédiat ou à long terme représentant une menace directe pour la santé des populations nécessitant une réponse adaptée du système de santé. Parmi ces risques, on recense notamment les risques infectieux pouvant entraîner une contamination de la population (Ébola, pandémie grippale...).

2 - Caractéristiques :

On recense quatre risques sanitaires majeurs sur notre territoire :

- **Ebola** : Le virus Ébola est l'une des maladies virales les plus graves connues chez l'humain. Il existe 5 espèces de virus Ébola. Le virus a été identifié pour la première fois en 1976 dans la province ouest-équatoriale du Soudan et dans une région voisine du nord du Zaïre (aujourd'hui République Démocratique du Congo).
Les flambées de fièvre hémorragique provoquées par le virus Ébola surviennent principalement en Afrique avec un taux de mortalité variable (entre 25 et 90%) selon le type de virus et les conditions de prise en charge. La précocité et la qualité de cette prise en charge jouent un rôle important pour réduire la mortalité associée à la maladie.
- **Aedes Albopictus (moustique tigre)** : Le moustique tigre est capable de transmettre à l'homme différents virus dont ceux de la dengue, du chikungunya et du Zika. Bien que ces maladies sévissent principalement en zones tropicales, la survenue de cas autochtones (contractés sans voyage) en France métropolitaine représente un risque bien réel.



RISQUES SANITAIRES (suite)

- **Pandémie grippale :** Une pandémie grippale est une épidémie caractérisée par la diffusion rapide et géographiquement très étendue (plusieurs continents ou monde entier) d'un nouveau sous-type de virus résultant d'une transformation génétique conséquente. Le virus possédant des caractéristiques immunologiques nouvelles par rapport aux virus habituellement circulants, l'immunité de la population est faible voire nulle ce qui a pour conséquence de permettre à la maladie de se propager rapidement.

- **Epizootie :** Le mot épizootie décrit une maladie qui frappe simultanément un grand nombre d'animaux de même espèce ou d'espèces différentes. Des maladies peuvent apparaître et se diffuser sur notre territoire en raison de mouvements commerciaux d'animaux ou de produits, ou au fil des flux migratoires d'oiseaux sauvages. L'épizootie a des conséquences majeures pour les filières concernées et peut même affecter l'économie générale de notre pays.



3 - Les grandes lignes de la gestion d'une crise sanitaire :

Le Maire joue un rôle majeur en assurant la mise en œuvre des orientations décidées par les pouvoirs publics. Il est en liaison permanente avec le représentant de l'Etat.

Les principes fondamentaux qui président son action sont les suivants :

- Limitation des risques de contagion.
- Le maintien des services communaux.
- La protection des acteurs communaux.

RISQUES SANITAIRES (suite)

En cas d'épizootie (grippe aviaire, fièvre aphteuse, vache folle...) :

Les moyens d'actions de lutte contre les épizooties, en raison de la vitesse de réaction nécessaire, sont partagés entre la préfecture des Landes et les maires, ces derniers ayant un rôle d'information et d'édiction de mesures provisoires.

En cas d'épizootie, les services de l'Etat doivent, ainsi qu'il a été vu et selon les dispositions applicables du Code rural, intervenir pour enrayer et mettre fin à sa propagation. En cas d'inaction de leur part ou d'inefficacité des mesures prises pour lutter contre une épidémie frappant les animaux, la responsabilité de l'Etat pourra être recherchée, de même que celle de la commune si le maire n'a pas pris les mesures provisoires qui s'imposaient.

Message type en cas de survenance :

Devant la recrudescence de cas d'influenza aviaire, en tant que détenteurs de volailles ou autres oiseaux captifs destinés uniquement à une utilisation non commerciale, vous devez mettre en place les mesures suivantes :

- **Confiner vos volailles/bétails ou mettre en place des filets de protection sur vos basse-cour.**
- **Exercer une surveillance quotidienne de vos animaux.**
- **Protéger votre stock d'aliments des oiseaux sauvages, ainsi que l'accès à l'approvisionnement en aliments et en eau de boisson de vos volailles.**
- **Aucune volaille (palmipèdes et gallinacés) de votre basse-cour ne doit entrer en contact direct ou avoir accès à des oiseaux sauvages et des volailles d'un autre élevage et vous devez limiter l'accès de votre basse-cour aux personnes indispensables à son entretien.**
- **Ne vous rendez pas dans un autre élevage de volailles sans précautions particulières.**
- **Il faut protéger et entreposer la litière neuve à l'abri de l'humidité et de toute contamination sans contact possible avec des cadavres. Si les fientes et fumiers sont compostés à proximité de la basse-cour, ils ne doivent pas être transportés en dehors de l'exploitation avant une période de stockage de 2 mois. Au-delà de cette période, l'épandage est possible.**
- **Il faut réaliser un nettoyage régulier des bâtiments et du matériel utilisé pour votre basse-cour et ne jamais utiliser d'eaux de surface : eaux de mare, de ruisseau, de pluie collectée ... pour le nettoyage de votre élevage.**
- **Si une mortalité anormale est constatée : conserver les cadavres dans un réfrigérateur en les isolant et en les protégeant et contactez votre vétérinaire ou la DDCSPP des Landes.**

RISQUES SANITAIRES (suite)

En cas de pandémie grippale ou de survenance d'Ébola :

Les tâches indispensables à assurer sont les suivantes :

- Police Administrative : Fermeture d'ERP, restrictions ou interruptions de transports publics.
- Maintien du lien social et sanitaire avec la population : recensement des besoins et des personnes, coordination du bénévolat, incitation à la solidarité de voisinage.
- Maintien des missions essentielles à la vie collective : État-civil, ramassage des ordures ménagères, eau potable, eaux usées, alimentation, chauffage collectif, services funéraires.
- Contribution à l'organisation d'une éventuelle vaccination pandémique
- Communication et information à la population.

La mise en place du poste de commandement communal (**page 55**) est souhaitable afin de pouvoir gérer les différents volets de gestion de cette crise.

Volet Établissement recevant du public :

- Application stricte des arrêtés et décrets.
- Contact avec tous les ERP sensibles et de première nécessité, état des lieux de leurs ouverture/fermeture et rappel des gestes barrières à mettre en œuvre.
- Contact avec les forces de l'ordre pour application des mesures de confinement.
- Visio conférence avec les propriétaires de bars et de restaurants pour préparer la mise en place d'un confinement.

Volet Économie :

- Échanges, transmissions d'informations et contrôle de l'ouverture/fermeture des commerces.
- Recensement, mise à jour et communication sur les solutions alternatives de vente hors domaine public des commerçants et producteurs locaux en application des directives préfectorales.
- Demande de dérogation adressée à la Préfecture pour la mise en place d'un point d'approvisionnement type « drive » en ville afin de palier la suspension du marché pour les producteurs locaux de première nécessité présents régulièrement.

Volet Populations :

- Recensement et accompagnement des personnes vulnérables (**page 63**).
- Organisation de l'accueil des enfants des personnels soignant et de sécurité avec le soutien du personnel de la Communauté de Commune.
- Organisation du retour progressif des élèves avec les directeurs des écoles à l'issue de la période de confinement.
- Maintien d'un accueil de proximité pour les services essentiels avec accès règlementé et stricte application des consignes.
- Recensement, mise à jour et communication sur les ouvertures des professionnels du médical et du paramédical.
- Recherche active et gestion des stocks de gel hydro alcoolique, gants et masques, livraison de matériel préventif dans la limite des possibilités.

RISQUES SANITAIRES (suite)

En cas de maladie vectorielle (zika, chikungunya, dengue, fièvre jaune...) :

Alors que la moitié des départements sont désormais sous la menace du moustique tigre (*Aedes Albopictus*) et des maladies dont il est le vecteur, un décret du 29 mars 2019 renforce le dispositif de prévention des maladies vectorielles. Ce décret officialise et conforte le rôle des maires dans la lutte anti-vectorielle, en introduisant dans le code de la santé publique une section sur les "mesures d'hygiène et de salubrité permettant de lutter contre les insectes vecteurs", entièrement consacrée aux différentes missions des maires en la matière.

Le décret du 29 mars précise ainsi que "le maire, dans le cadre de ses compétences en matière d'hygiène et de salubrité, agit aux fins de prévenir l'implantation et le développement d'insectes vecteurs sur le territoire de sa commune". À ce titre, le texte lui confère plus précisément trois missions :

- celle d'informer la population sur les mesures préventives nécessaires et d'organiser des actions de sensibilisation du public, le cas échéant en lien avec le préfet.
- dans le cadre de ses compétences sur l'assainissement des mares communales (article L.2213-30 du CGCT), celle de mettre en place, dans les zones urbanisées, un programme de repérage, de traitement et de contrôle des sites publics susceptibles de faciliter le développement des insectes vecteurs.
- celle d'intégrer, au sein du plan communal de sauvegarde, un volet relatif à la lutte anti-vectorielle en cas d'épidémies de maladie vectorielle, en déclinant le dispositif Orsec départemental.

Le moustique tigre est capable de transmettre à l'homme différents virus dont ceux de la dengue, du chikungunya et du Zika. Bien que ces maladies sévissent principalement en zones tropicales, la survenue de cas autochtones (contractés sans voyage) en France métropolitaine représente un risque bien réel. Ainsi, en 2010, deux cas autochtones de dengue et deux cas autochtones de chikungunya ont été détectés respectivement à Nice et à Fréjus. En 2013, un cas autochtone de dengue a également été identifié dans les Bouches-du-Rhône.

Les bons gestes pour éviter la prolifération :

Aedes Albopictus est adapté à l'environnement humain et se développe préférentiellement dans des environnements péri-urbains, ainsi que dans des zones urbaines très denses.

- Videz régulièrement (au moins une fois par semaine) vos coupelles, sous les pots de fleurs et vases extérieurs ou supprimez-les.
- Videz régulièrement (ou mettez à l'abri de la pluie) puis retournez vos seaux, matériel de jardin et récipients divers.
- Recouvrez à l'aide d'un filet moustiquaire ou de tissu vos bidons de récupération d'eau en vous assurant que les moustiques ne pourront pas accéder à l'eau.

RISQUES SANITAIRES (suite)

J'ÉLIMINE LES EAUX STAGNANTES

JE CHANGE L'EAU 2 FOIS PAR SEMAINE

JE COUVRE LES FÛTS ET CITERNES D'EAU

JE NETTOIE LES GOUTIÈRES

JE ME PROTÈGE

COUPEZ L'EAU AUX MOUSTIQUES !

Dengue, chikungunya, zika
PROTÉGEONS-NOUS !

Chaque femelle moustique tigre pond environ 200 œufs. Au contact de l'eau, ils donnent des larves. C'est là qu'il faut agir.

PARTOUT, SUPPRIMEZ LES EAUX STAGNANTES !

Réalisation : Département communication ARS NA



RISQUES SANITAIRES (suite et fin)

Manifestation du risque sur la commune de Saint-Yaguen.

Le Plan de Continuité des Activités doit prévoir des mesures visant à :

- Protéger le personnel et favoriser l'organisation du travail,
- Maintenir la capacité des services communaux à faire face aux besoins quotidiens de la population,
- Limiter les risques de contagion,
- Protéger les acteurs communaux de la crise.
- Communication des consignes de l'État, des recommandations sanitaires, des informations municipales et communautaires via l'ensemble de nos canaux de communication (communiqués de presse, site internet, page Facebook, affichage municipal, porte à porte par les référents de zone **(page 49)**).

L'alerte est donnée à la population par les référents de zone (page 49).

CONSIGNES SPÉCIFIQUES.

Les gestes barrières pour limiter la transmission du virus.

Des gestes barrières simples pour se protéger et protéger les autres afin de limiter la propagation du virus.

- Se laver régulièrement les mains ou utiliser une solution hydro alcoolique
- Tousser ou éternuer dans son coude ou dans un mouchoir
- Se moucher dans un mouchoir à usage unique puis le jeter
- Éviter de se toucher le visage
- Respecter une distance d'au moins un mètre avec les autres
- Saluer sans serrer la main et arrêter les embrassades
- En complément de ces gestes, porter un masque quand la distance d'un mètre ne peut être respectée

Activation du Poste de Commandement Communal (page 55).

C - Plan ORSEC - Stockage et distribution de comprimés d'iode

Afin de prévenir les risques pour la santé qu'engendrerait un accident dans une centrale nucléaire, les pouvoirs publics ont décidé de constituer des stocks de comprimés d'iode pour chaque département.

Les rejets radioactifs liés à un accident sur une centrale contiennent majoritairement de l'iode radioactif qui se fixe principalement sur la thyroïde. Seule l'absorption d'un comprimé d'iode stable permet d'éviter la fixation de l'iode radioactif sur la thyroïde et ainsi de limiter considérablement les risques de cancer.

Dans le cadre de la préparation aux situations d'urgence, des actions pourraient être prescrites aux personnes susceptibles d'être exposées au risque radiologique. Il peut s'agir d'une mise à l'abri, d'une évacuation ou d'une restriction de la consommation d'eau ou d'aliments.

Ces actions sont de nature à limiter les conséquences d'une émission accidentelle de substances radioactives. La prise de comprimés d'iodure de potassium stable constitue une action complémentaire de protection des populations dans les zones susceptibles d'être contaminées.

Dans un souci de proximité et de centralisation, des pharmacies agréées ont été retenues pour la détention des stocks de comprimés d'iode pour l'ensemble des communes du secteur. Pour **Saint-Yaguen, les pharmacies du secteur sont :**

Commune	Adresse	Nom
PONTONX-SUR-ADOUR	340, avenue Robert Labeyrie	Pharmacie CURUTCHET
RION-DES-LANDES	96, avenue Frédéric Bastiat	Pharmacie BOUREAU

Plan ORSEC - Stockage et distribution de comprimés d'iode (suite) INFORMATION DE LA POPULATION

Responsabilités du Maire

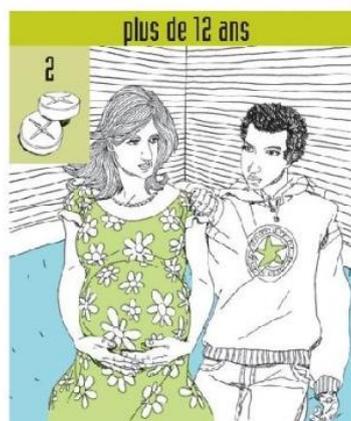
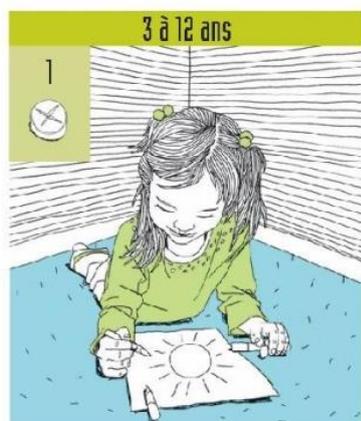
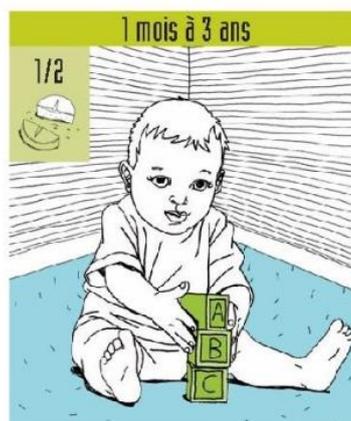
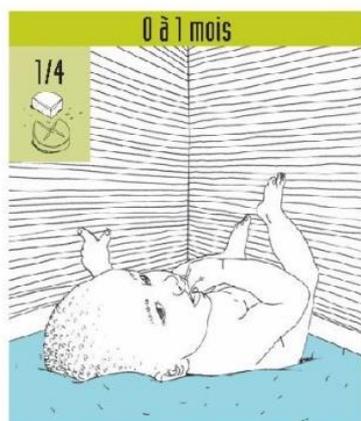
En phase d'alerte - niveau 1 : acheminement et positionnement des comprimés

- Le plan est déclenché par le Préfet. En cas de déclenchement, l'alerte est répercutée sur chaque maire via l'automate préfectoral.

En phase d'alerte - niveau 2 : déclenchement de la distribution des comprimés

- Le Maire s'assure que les opérations de distribution à la population par les pharmacies s'effectuent dans de bonnes conditions de sécurité et prend, sinon, les mesures nécessaires.
- Le Maire organise la distribution des comprimés d'iode aux personnes isolées en lien avec les services intervenant à domicile.

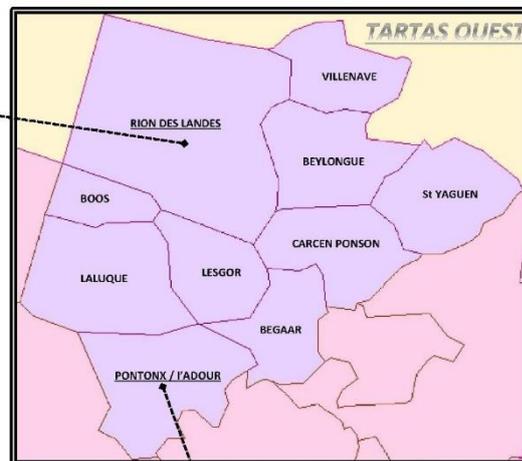
Posologie pour la prise des comprimés dosés à 65 mg



Les personnes ayant une allergie à l'iode et les personnes traitées pour leur glande thyroïde doivent prendre conseil auprès de leur médecin.

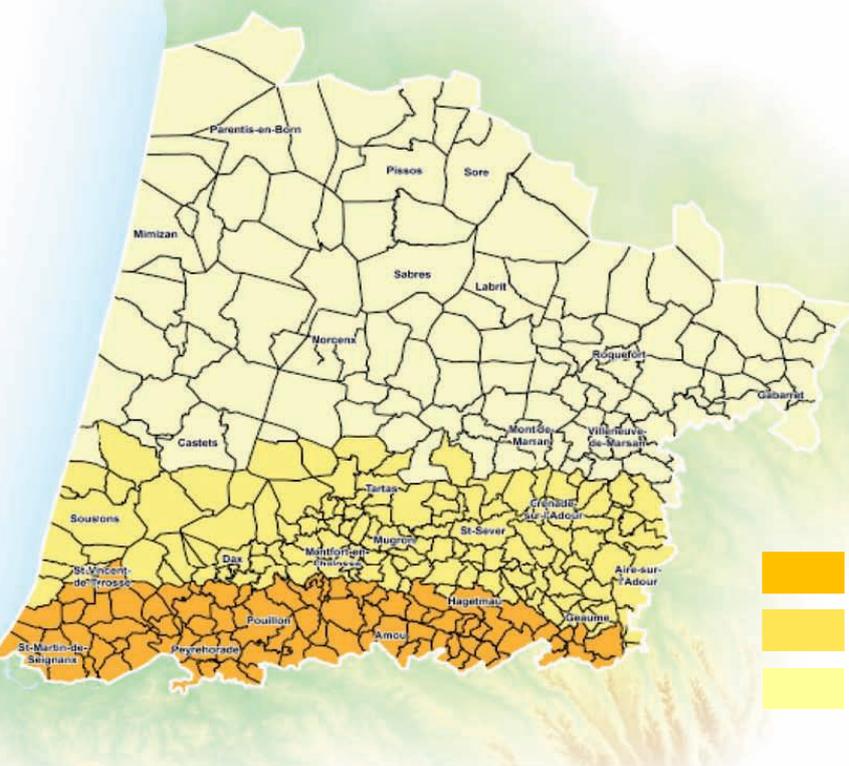
Plan ORSEC - Stockage et distribution de comprimés d'iode
(suite et fin)
DISTRIBUTION DES COMPRIMÉS

CARTOGRAPHIE DES PHARMACIES DU SECTEUR DE TARTAS OUEST
« En charge de la distribution de l'IODE dans le cadre du plan ORSEC »



Carte grand format disponible en annexe

D - SISMIQUE

N
1

1 - Définition :

Le risque sismique est présent **partout à la surface du globe**, son intensité variant d'une région à une autre.

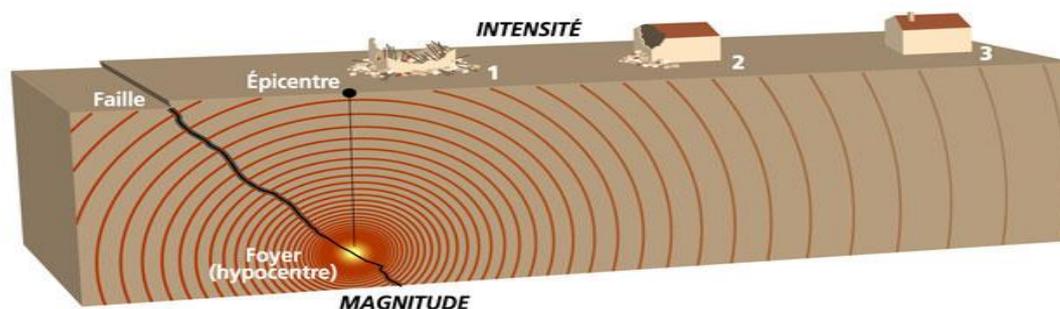
Le département n'échappe pas à la règle, puisque l'activité peut être très faible ou faible dans certaines communes, et modérée en se rapprochant des Pyrénées.

-  Aléa modéré de risque sismique
-  Aléa faible de risque sismique
-  Aléa très faible de risque sismique

Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante. Cette rupture s'accompagne d'une libération soudaine d'une grande quantité d'énergie qui se traduit en surface par des vibrations plus ou moins importantes du sol. Les vibrations du sol peuvent induire des mouvements de terrain ou la liquéfaction des sols et provoquer également des raz de marée ou tsunamis si leur origine est sous-marine.

Le foyer peut être situé à faible profondeur de quelques kilomètres seulement, on parle alors de séisme superficiel. S'il se situe à grande profondeur, c'est-à-dire à plusieurs dizaines, voire à des centaines de kilomètres, on parle alors de séisme profond.

Le séisme est d'autant plus violent en surface que la quantité d'énergie emmagasinée au niveau de la faille avant le séisme est importante et que la faille est proche de la surface.



SISMIQUE

(suite)

2 - Caractéristiques :

La magnitude traduit l'énergie libérée par le séisme. Elle est généralement mesurée sur l'échelle de Richter. Augmenter la magnitude d'un degré revient à multiplier l'énergie libérée par 30.

L'intensité mesure les effets et dommages du séisme en un lieu donné. Ce n'est pas une mesure objective, mais une appréciation de la manière dont le séisme se traduit en surface et dont il est perçu. On utilise habituellement l'échelle MSK, qui comporte douze degrés. Le premier degré correspond à un séisme non perceptible, le douzième à un changement total du paysage. L'intensité n'est donc pas, contrairement à la magnitude, fonction uniquement du séisme, mais également du lieu où la mesure est prise. En effet, les conditions topographiques ou géologiques locales (particulièrement des terrains sédimentaires reposant sur des roches plus dures) peuvent créer des effets de site qui amplifient l'intensité d'un séisme. Sans effet de site, l'intensité d'un séisme est maximale à l'épicentre et décroît avec la distance.

À la surface du sol, le point situé à la verticale du foyer est appelé **épicentre**.

3 - Prévention :

L'échelle de Richter, établie par Charles Richter, mesure la magnitude des séismes qui est évaluée à partir de l'amplitude des ondes sismiques enregistrées sur le sismographe. Elle sert de référence sur le plan scientifique mais au plan pratique, une seconde échelle dite « d'intensité » est plus utilisée.

Magnitude	Effets engendrés
9	Destruction totale à l'épicentre, et possible sur plusieurs milliers de km
8	Dégâts majeurs à l'épicentre, et sur plusieurs centaines de km
7	Importants dégâts à l'épicentre, secousse ressentie à plusieurs centaines de km
6	Dégâts à l'épicentre dont l'ampleur dépend de la qualité des constructions
5	Tremblement fortement senti, dommages mineurs près de l'épicentre
4	Secousse sensible, mais pas de dégâts
3	Seuil à partir duquel la secousse devient sensible pour la plupart des gens
2	Secousse ressentie uniquement par des gens au repos
1	Secousse imperceptible

SISMIQUE

(suite et fin)

Manifestation du risque sur la commune de Saint-Yaguen.

Niveau de risque : ***Très Faible***.

Toute la commune est concernée par le risque sismique.

En cas de réplique prévisible, l'alerte est donnée à la population par les référents de zone (page 49).

Les conséquences possibles d'un séisme.

On peut observer deux types d'effets, qui peuvent être associés :

- **Effets directs :**
 - *Les effets sur les humains,*
 - *Les dégâts matériels.*
- **Effets indirects :**
 - *La fissuration des bâtiments.*

CONSIGNES SPÉCIFIQUES.

AVANT (à rappeler aux administrés)

- S'informer des risques encourus et des consignes de sauvegarde,
- Privilégier les constructions parasismiques,
- Repérer les points de coupure de gaz, d'eau et d'électricité,
- Fixer les appareils et meubles lourds,
- Repérer un endroit pouvant servir d'abri.

PENDANT

- Ne pas paniquer,
- **Si on est à l'intérieur**, se mettre à l'abri près d'un mur, d'un pilier porteur, sous des meubles, s'éloigner des fenêtres,
- **Si on est à l'extérieur**, s'éloigner de tout ce qui peut s'effondrer (bâtiments, ponts, fils électriques) et des cours d'eau si en amont est construit un barrage ou une retenue,
- **Si on est en voiture**, s'arrêter si possible à distance de constructions et de fils électriques et ne pas descendre avant la fin de la secousse.

APRÈS

- Couper l'eau, le gaz et l'électricité, ne pas allumer de flamme et ne pas fumer. En cas de fuite de gaz, ouvrir les fenêtres et les portes et prévenir, si possible les autorités,
- Évacuer le plus rapidement possible les bâtiments ; attention il peut y avoir d'autres secousses,
- Ne pas prendre l'ascenseur,
- S'éloigner de tout ce qui peut s'effondrer,
- Écouter la radio,
- Ne pas aller chercher ses enfants à l'école.

Activation du Poste de Commandement Communal (page 55).

E - MOUVEMENT DE TERRAIN



1 - Définition :

Un mouvement ou glissement de terrain, est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol. Le glissement est dû à des processus lents de dissolution ou d'érosion favorisé par l'action de l'eau et de l'homme.

Celui-ci peut se traduire par la destruction de bâtis, de réseaux et de zones boisées, la déstabilisation de versants ou la réorganisation de cours d'eau.

Les mouvements lents entraînent une déformation progressive des terrains. Il peut s'agir d'affaissement, de tassement, de glissement ou de retrait-gonflement des argiles.

Les mouvements rapides se propagent de manière brutale et soudaine. Ils regroupent les effondrements, les chutes de pierres et de blocs, les éboulements et les coulées boueuses. Les mouvements de terrain, qu'ils soient lents ou rapides, peuvent entraîner un remodelage des paysages.

Les mouvements de terrain concernent modérément le département des Landes. En effet, on recense peu d'événements liés à ces phénomènes. Ils se manifestent surtout sous la forme de retrait/gonflement des argiles notamment dans les régions du sud de l'Adour, du Bas Armagnac et du Gabardan. Quelques glissements de terrain sont à signaler notamment sur la commune de Mugron où une pente d'argiles molassiques (le long du bourg) a entraîné des glissements en 1992.

Enfin, on a recensé la présence d'une centaine de cavités souterraines localisées surtout dans la partie Sud du département. Historiquement, il convient également de citer la zone géographique de Roquefort, et les communes de Dax et de Saint-Pandelon, qui étaient exploitées par d'anciennes mines de sel et de potasse, laissant place à des cavités.

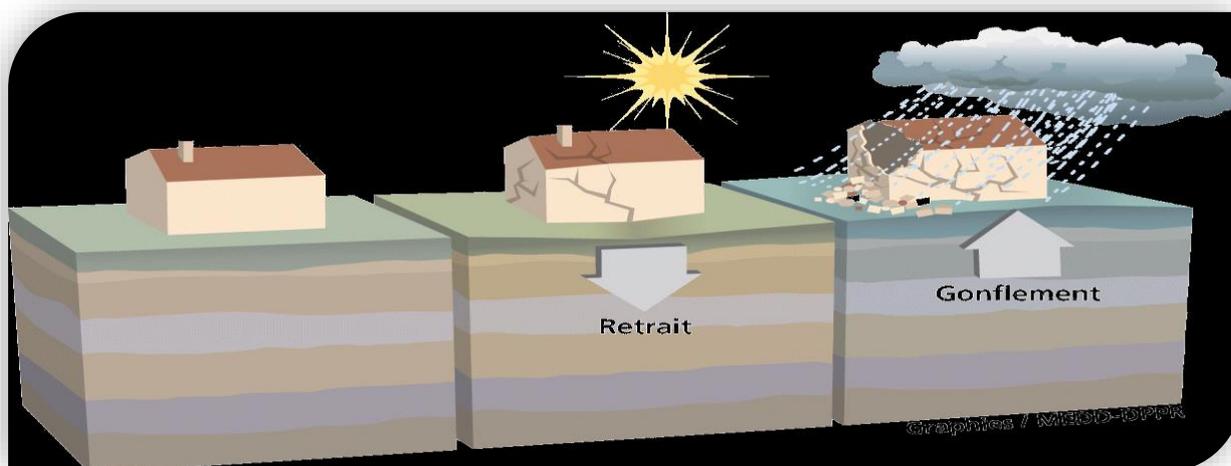
MOUVEMENT DE TERRAIN

(suite)

2 - Caractéristiques :

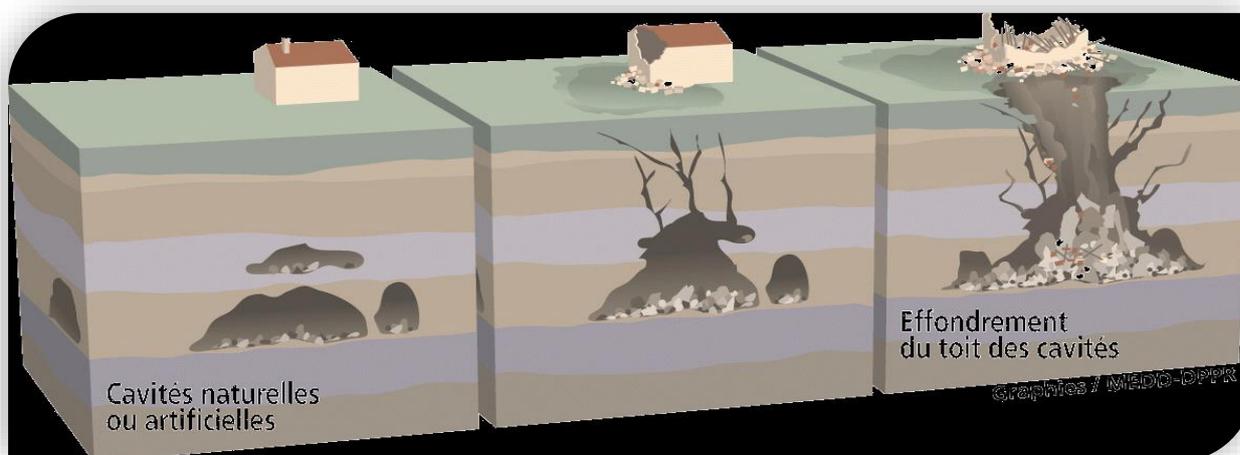
Les tassements et les affaissements : certains sols peuvent se tasser sous l'effet de surcharges (constructions, remblais, circulation d'engins) ou en cas d'assèchement (drainage, pompage).

Le retrait-gonflement des argiles : les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements (période humide) et des tassements (période sèche).



Les glissements de terrain : ils se produisent en situation de forte saturation des sols en eau. Ils peuvent mobiliser des volumes considérables de terre, qui se déplacent le long d'une pente.

Les effondrements de cavités souterraines : l'évolution des cavités souterraines naturelles (dissolution de gypse) ou artificielles (carrières et ouvrages souterrains) peut entraîner l'effondrement du toit de la cavité.



MOUVEMENT DE TERRAIN

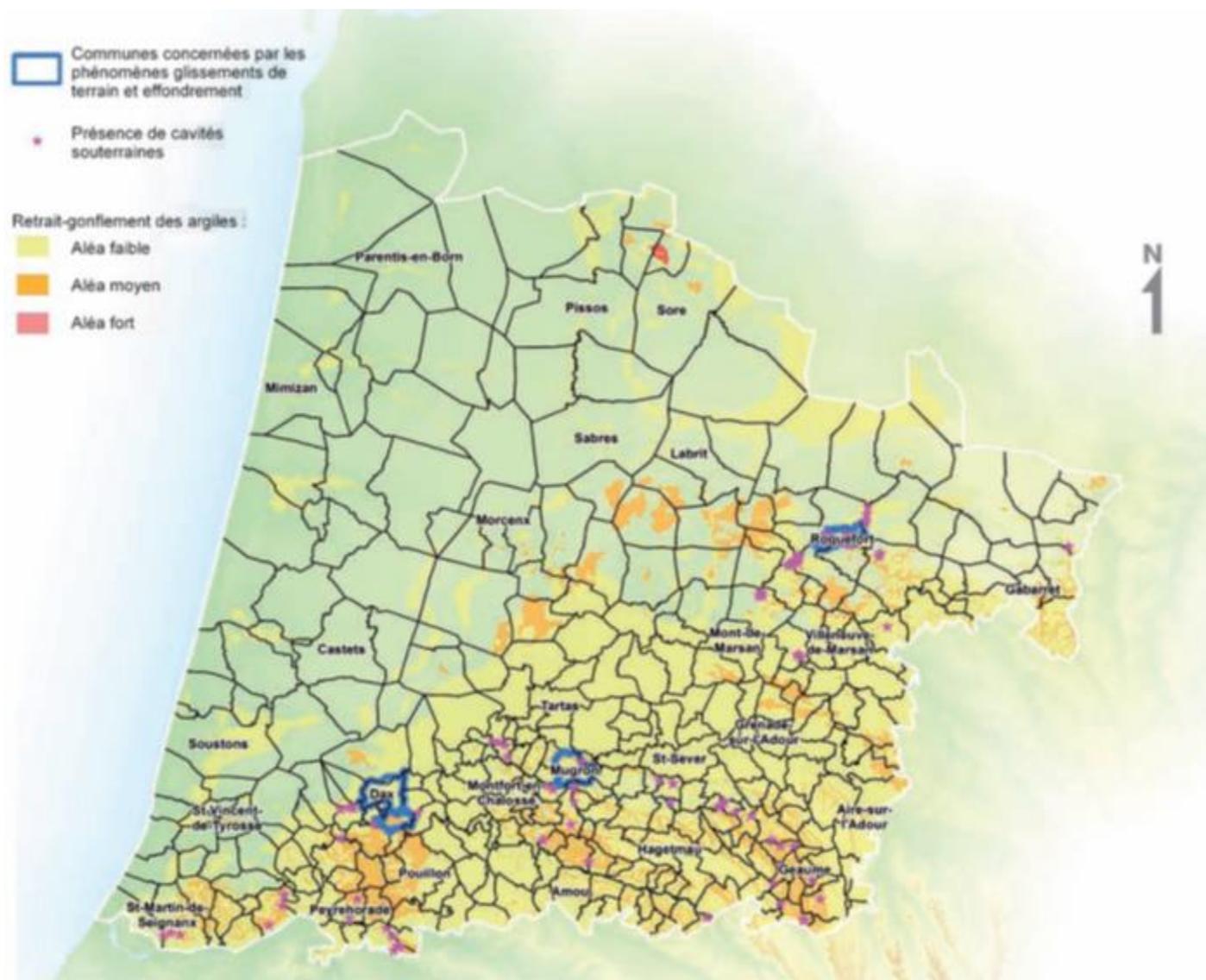
(suite)

3 - Prévention :

Même si les mouvements de terrain ne sont pas une caractéristique du département des Landes, les mesures suivantes ont été prises :

- Études géologiques et études préliminaires à toute construction dans les zones exposées,
- Interdiction de construire ou d'occuper des locaux concernés par un des phénomènes évoqués,
- Surveillance des mouvements déclarés,
- Information préventive des populations.

Les désordres occasionnés par ce phénomène peuvent être évités si les règles de constructions élémentaires dans ce genre de terrain sont respectées (par exemple l'ancrage du bâti sur une couche géologique plus profonde non argileuse, la pose de drains).



MOUVEMENT DE TERRAIN

(suite)

Manifestation du risque sur la commune de Saint-Yaquen.

Nombre de cavités souterraines : **0**

Type de phénomène : **Retrait-gonflement des argiles**

Zones concernées par le risque mouvement de terrain : **Toute la commune**
(voir carte page 26).

L'alerte et l'organisation des secours.

En fonction de la situation, le Maire déclenchera le plan communal de sauvegarde afin d'engager les mesures nécessaires à l'évacuation, l'accueil ou le relogement des populations.

Les conséquences possibles d'un mouvement de terrain.

On peut observer deux types d'effets, qui peuvent être associés :

- **Effets directs :**
 - Les effets sur les humains,
 - Les dégâts matériels.
- **Effets indirects :**
 - La fissuration des bâtiments.

CONSIGNES SPÉCIFIQUES.

AVANT (à rappeler aux administrés)

- Connaître les consignes et les messages météo.

PENDANT

- Rester à l'écoute des radios locales et appliquer les consignes des autorités,
- Fuir latéralement,
- Ne pas revenir sur ses pas,
- Ne pas entrer dans un bâtiment endommagé.

APRÈS

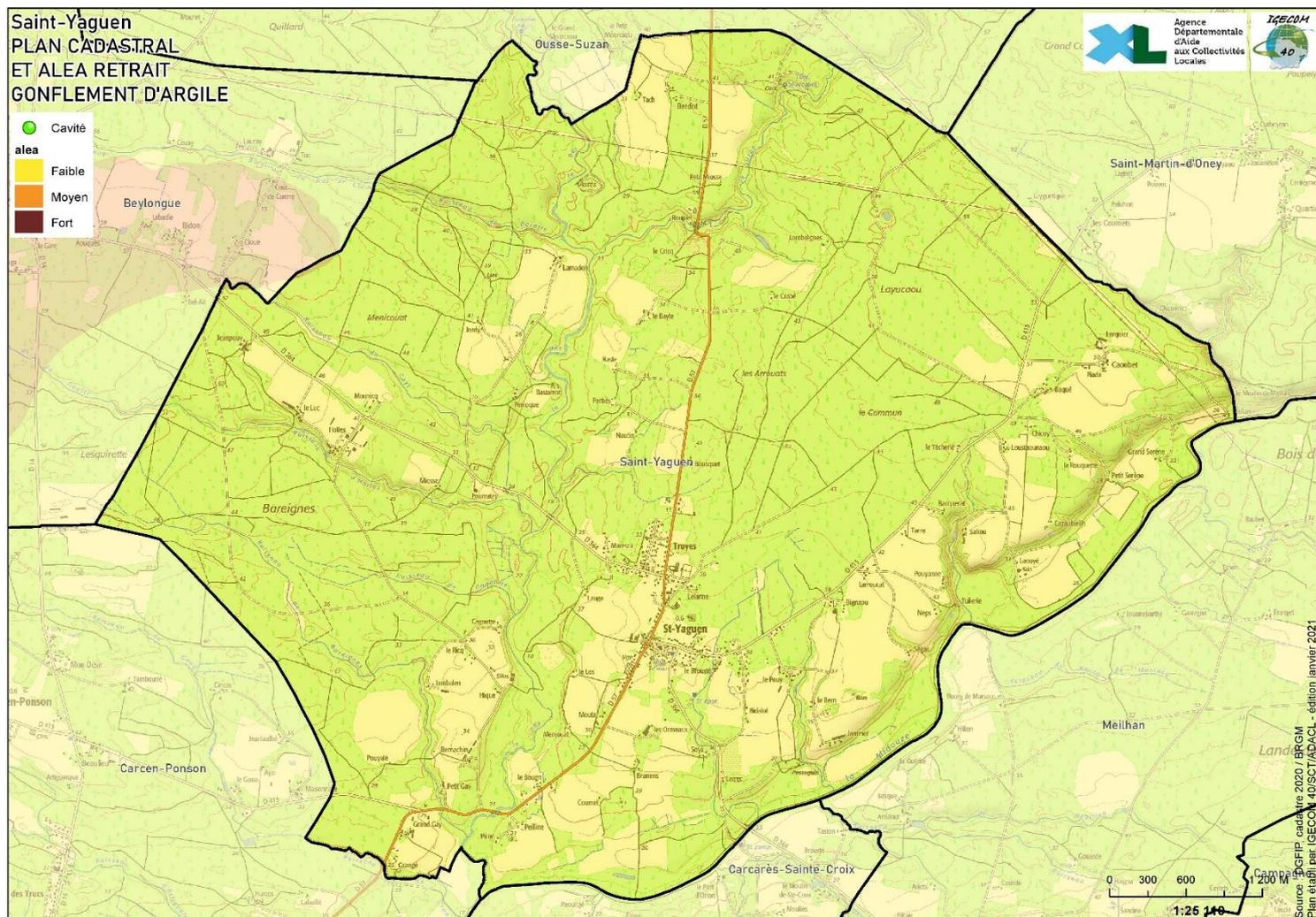
- Ne pas entrer dans un bâtiment endommagé,
- Évaluer les dégâts et les dangers,
- Faire attention aux fils électriques et téléphoniques tombés,
- Se mettre à disposition des secours.

Activation du Poste de Commandement Communal (page 55).

MOUVEMENT DE TERRAIN

Localisation des argiles / cavités

(suite et fin)



Carte grand format disponible en annexe

F - TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES

1 - Définition :

Le risque de Transport de Matières Dangereuses, ou risque TMD, est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces matières par voie routière, ferroviaire, canalisation ou pipeline.



Le transport de matières dangereuses ne concerne pas que des produits hautement toxiques, explosifs ou polluants. Tous les produits dont nous avons régulièrement besoin, comme les carburants, le gaz ou les engrais, peuvent, en cas d'événement, présenter des risques pour la population ou l'environnement.



TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES

(suite)

2 - Caractéristiques :

On recense 4 types de transport dangereux dans le département :

- Le transport routier :

En fonction des quantités transportées, le véhicule doit être signalé par une plaque orange réfléchissante indiquant le code matière et le code danger, certaines restrictions de vitesse et d'utilisation du réseau routier sont mises en place.

- Le transport ferré (la commune n'est pas concernée) :

Dans les gares de triage, la SNCF met en place des plans marchandises dangereuses (PMD) qui lui permettent de maîtriser un éventuel accident. Le wagon doit être signalé par une plaque orange réfléchissante indiquant le code matière et le code danger.

- Le transport de gaz par canalisation (la commune n'est pas concernée) :

Ce type de transport se compose d'un ensemble de conduites sous pression de diamètres variables, qui sert à déplacer de façon continue ou séquentielle des fluides ou des gaz liquéfiés. Le risque principal est la rupture de la conduite (fuite).

- Le transport de pétrole par pipeline (la commune n'est pas concernée) :

Ce type de transport se compose d'un ensemble de conduites sous pression de diamètres variables, qui sert à déplacer de façon continue ou séquentielle le pétrole liquéfié.

Le risque principal est la rupture de la conduite (fuite). Une fuite ne présente pas de danger d'explosion mais essentiellement un risque de pollution de l'environnement.

3 - Les conséquences possibles d'un accident routier avec un TMD :

On peut observer trois types d'effets, qui peuvent être associés :

- **La fuite de gaz** est la conséquence la plus courante d'une rupture de citerne. Elle est non enflammée, bruyante, et peut être perçue jusqu'à plusieurs kilomètres du lieu du sinistre,
- **Une explosion** peut être provoquée par un choc avec production d'étincelles. L'explosion peut avoir des effets à la fois thermiques et mécaniques (effet de surpression dû à l'onde de choc). Ces effets sont ressentis à proximité du sinistre et jusque dans un rayon de plusieurs centaines de mètres,
- **Un incendie** peut être causé par, l'inflammation accidentelle d'une fuite.



TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES PAR ROUTE

(suite)

Manifestation du risque sur la commune de Saint-Yaquen.

Les accidents de Transport de Matières Dangereuses (TMD) peuvent se produire n'importe où dans le département, ne serait-ce que pour une livraison de fioul domestique par exemple. De ce fait, les axes routiers du département sont tous concernés par le risque « TMD ».

Sur la commune, la **D 57**, la **D 364**, la **D 413** et **l'ensemble des chemins communaux** ne sont pas à l'abri d'un accident impliquant un véhicule transportant des produits toxiques ou polluants, donc dangereux pour notre environnement.

Longueur de l'axe routier : **8 100 mètres**.

Type de route : Départementale.

Numérotation : **D 57**.

Gestionnaire : Conseil Départemental des Landes - UTD Centre Tartas.

Direction : De **Tartas** vers **Labrit**.

Densité du trafic : **Aucune donnée**.

Longueur de l'axe routier : **6 800 mètres**.

Type de route : Départementale.

Numérotation : **D 364**.

Gestionnaire : Conseil Départemental des Landes - UTD Centre Tartas.

Direction : De **Cauna** vers **Beylongue**.

Densité du trafic : **Aucune donnée**.

Longueur de l'axe routier : **8 200 mètres**.

Type de route : Départementale.

Numérotation : **D 413**.

Gestionnaire : Conseil Départemental des Landes - UTD Centre Tartas.

Direction : De **Laluque** vers **Saint-Martin d'Oney**.

Aucune donnée.

L'alerte est donnée à la population par les référents de zone (page 49).

TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES PAR ROUTE

(suite)

CONSIGNES SPÉCIFIQUES.

- Donner l'alerte aux Sapeurs-Pompiers (☎ 18) et à la Police ou la Gendarmerie (☎ 17),
- Prévenir le gestionnaire : UTD Centre Tartas (☎ 06.30.59.93.15) (☎ 05.58.73.40.70)
- Ne pas fumer.

Dans le message d'alerte, préciser si possible :

- La nature du sinistre : feu, explosion, fuite,
- Le lieu exact (sens de circulation),
- Le type et le nombre de véhicules impliqués,
- La présence ou non de victimes.

En cas d'accident TMD routier :

- Évacuer la zone de l'accident.

Dans tous les cas :

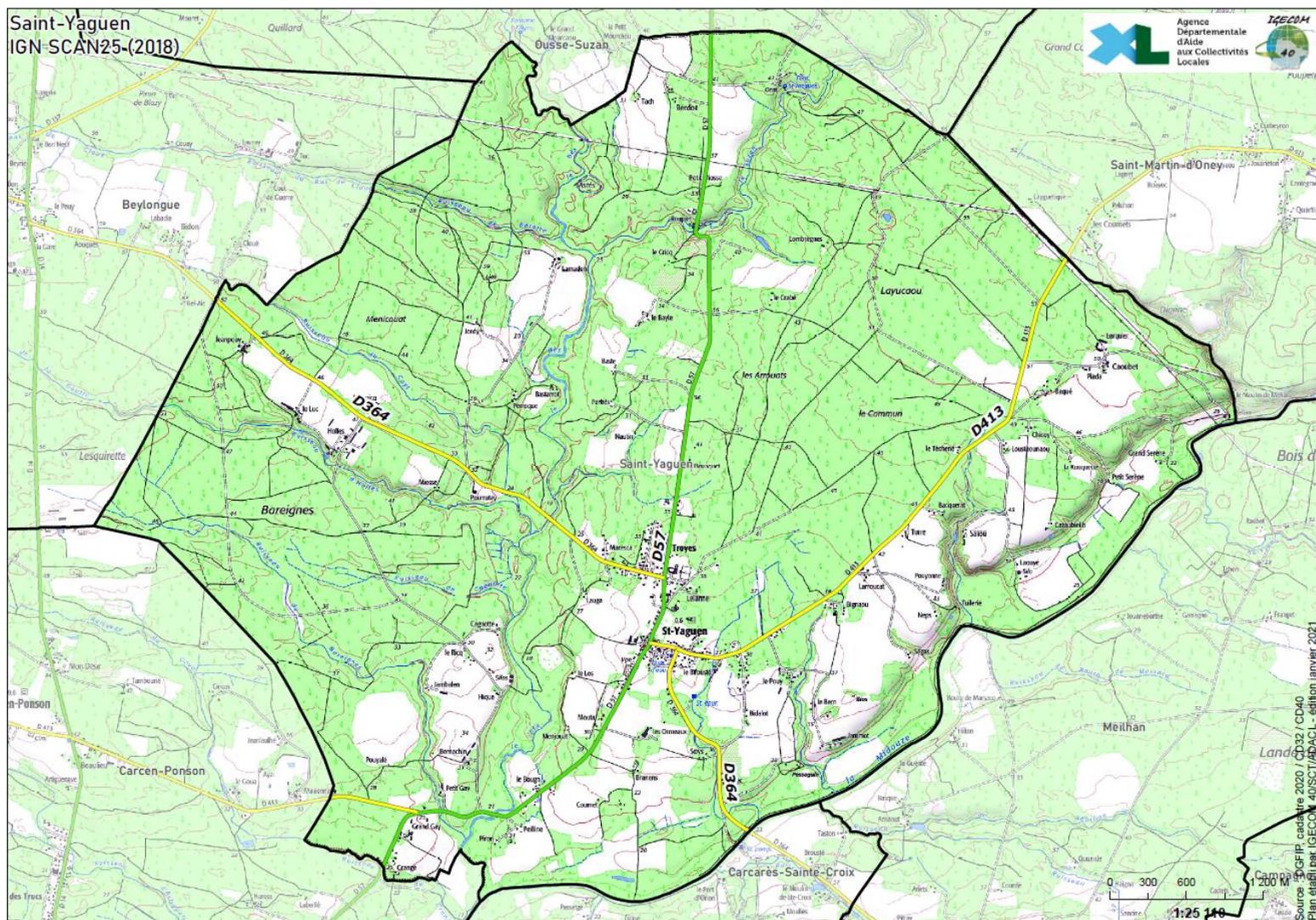
Se conformer aux consignes de sécurité diffusées par les services de secours.

Activation du Poste de Commandement Communal (page 55).



TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES PAR ROUTE

(suite et fin)



Carte grand format disponible en annexe

G - FEUX DE FORÊT



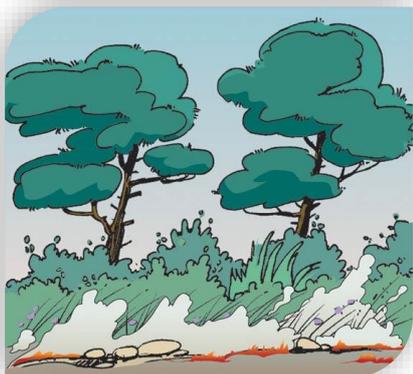
1 - Définition :

C'est un incendie qui démarre et se propage dans la forêt ou dans d'autres terres boisées.

Le risque Feux de forêt constitue **un risque saisonnier**, extrêmement lié aux conditions météorologiques. La saison feux de forêt recouvre une période « enveloppe » du 1^{er} mars au 30 septembre.

La prévention sur l'ensemble du territoire communal est assurée par :

1. L'implantation des moyens de lutte :
 - Les unités d'intervention Feux de Forêt,
 - Les motopompes remorquables immergées.
2. Les visites de reconnaissance :
 - Sur les feux de la veille,
 - Après orage,
 - Les visites de prévision,
 - Les contrôles des points d'eau.



FEUX DE FORÊT

(suite)

2 - Caractéristiques :

Un départ de feu nécessite plusieurs facteurs :

- *Le combustible* : matière carbonée telle que le bois,
- *Le comburant* : oxygène de l'air,
- *L'apport calorifique* : flamme, étincelle.



Facteurs intervenants :

- *Les conditions météorologiques* : la propagation par le vent qui active la combustion, mais également la sécheresse, favorisent les feux de forêt,
- *La végétation* : les risques du feu sont liés à la fois à l'état de la forêt (peuplement, état d'entretien, densité, teneur en eau) et à l'essence forestière.

3 - Prévention et organisation :

La stratégie de lutte contre les incendies de forêt a pour objectif l'attaque la plus précoce possible des feux naissants, de manière dynamique et massive. Elle repose sur les principes suivants :

- Un maillage du territoire permettant une réduction des délais d'intervention.
- Un niveau de mobilisation du service d'incendie secours proportionnel au risque Incendie,
- Une détection/localisation des départs de feu dans le secteur à risque.

Les Associations Syndicales Autorisées de DFCI.

Le département des Landes comprend des ASA communales ou intercommunales de DFCI. Ces associations sont regroupées au niveau départemental au sein de l'Union Landaise des ASA de DFCI et de remise en valeur de la forêt.

Le Conseiller Technique Communal.

Nommé par arrêté du maire sur proposition du directeur de l'ASA DFCI, il est identifié au moyen d'un badge spécifique et d'un brassard. De par sa parfaite connaissance du terrain le conseiller technique est l'interlocuteur privilégié des différents acteurs qui sont : le Maire, la DFCI, et les services d'incendie et de secours tant pour la prévention que lors d'éventuelles interventions.



FEUX DE FORÊT

(suite)

La commune est soumise à un **risque important** de feux de forêt.

Surface boisée : **73 % de la commune (2755,8 Ha).**

Nombre de pistes DFCI répertoriés : **92 kilomètres.**

Nombre de points d'eau répertoriés : **16.**

Conseillers Techniques DFCI :

Nom	Prénom	Portable 📞
SOUS	Laurent	06.74.71.58.26
AUZERO	Sébastien	06.22.03.70.26
VIVES	Jean Marc	06.23.66.13.51
LALANNE	Jean Claude	06.73.11.38.00

Principales zones concernées (voir page 35) : **Toute la commune.**

L'alerte est donnée à la population par les référents de zone (page 49).

Les conséquences possibles d'un feu de forêt.

On peut observer deux types d'effets, qui peuvent être associés :

- L'effet sur les humains ➡ *Asphyxie et brûlures*
- L'effet sur l'environnement ➡ *Déforestation*

CONSIGNES SPÉCIFIQUES.

- Donner l'alerte aux Sapeurs-Pompiers (📞 **18**) et à la Police ou la Gendarmerie (📞 **17**),
- Donner l'alerte aux Conseillers Techniques DFCI

Dans ce message d'alerte, confirmer si possible aux secours :

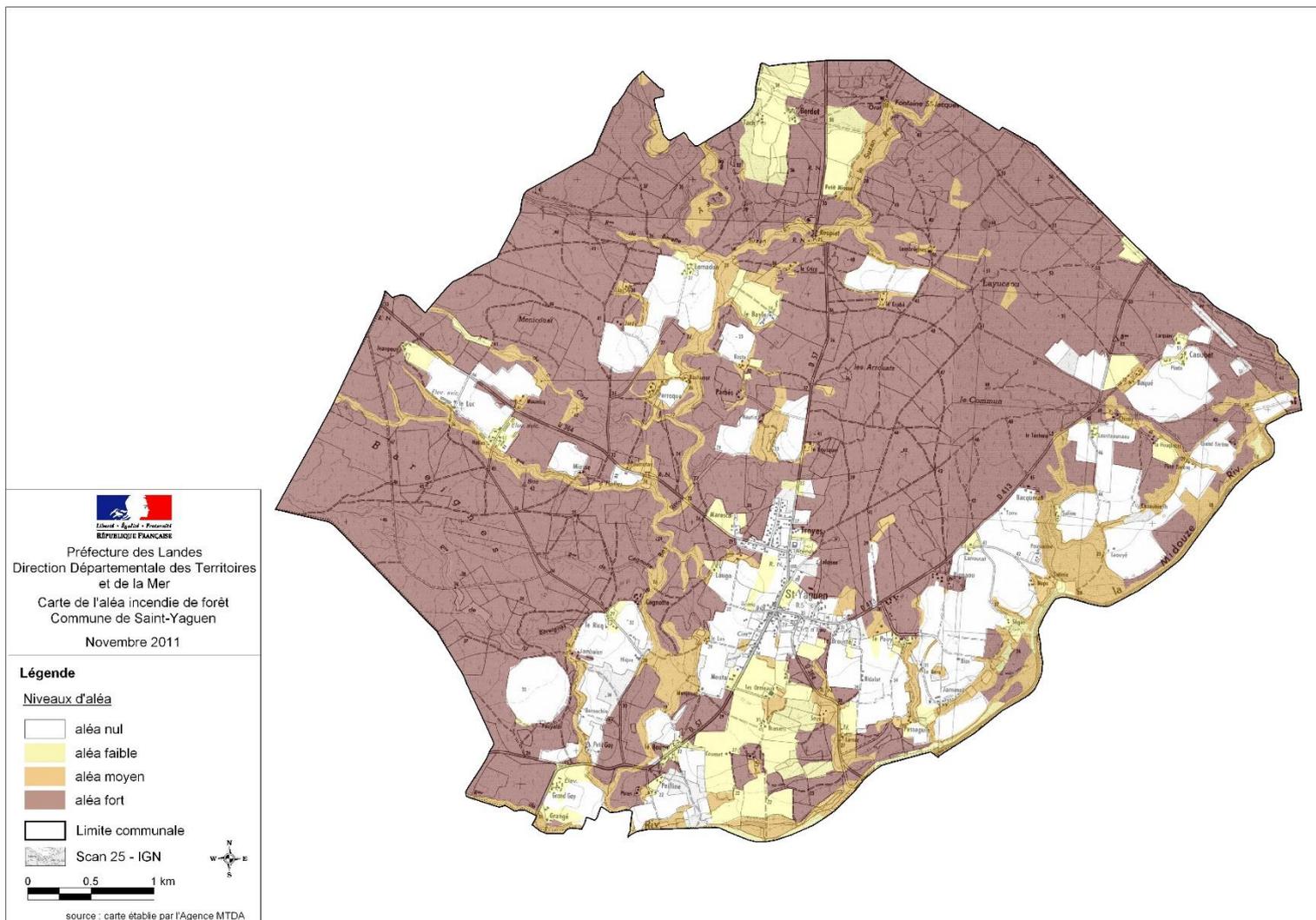
- Le lieu exact,
- La présence ou non d'habitations,
- La surface menacée et la surface déjà brûlée,
- Les chemins d'accès,
- La présence de points d'eau à proximité.

Activation du Poste de Commandement Communal (page 55).

FEUX DE FORÊT

Cartographie du risque

(suite)

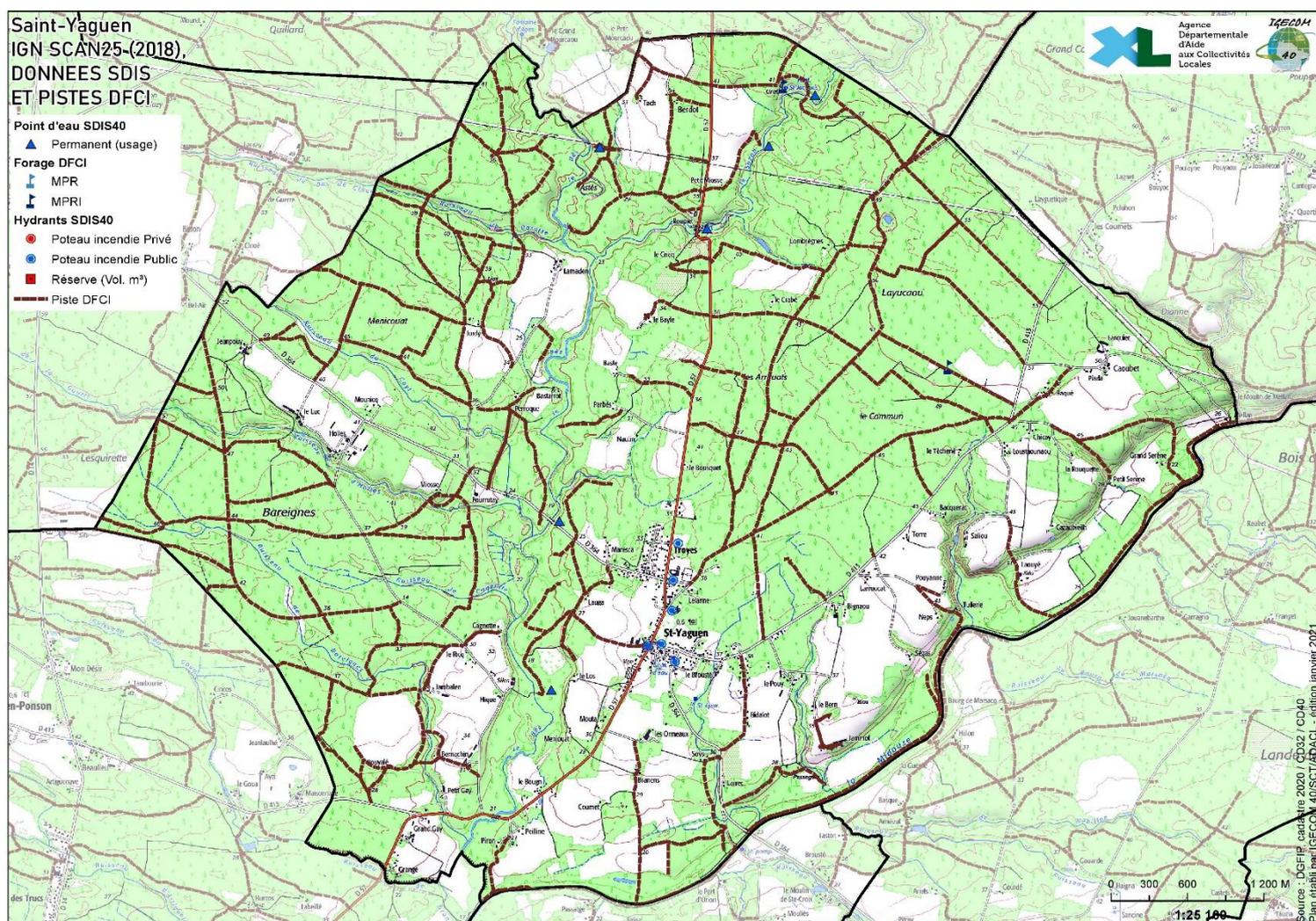


Carte grand format disponible en annexe

FEUX DE FORÊT

Cartographie des pistes D.F.C.I

(suite et fin)



Carte grand format disponible en annexe

H - INONDATION



1 - Définition :

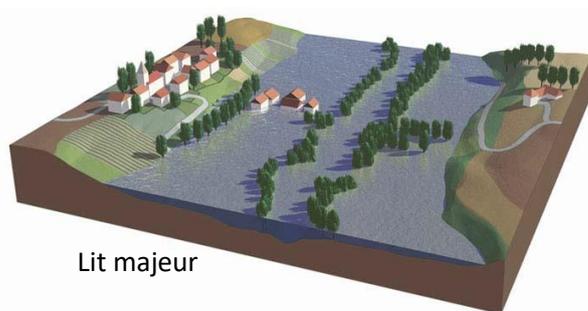
L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau. Le risque d'inondation est la conséquence de deux composantes : l'eau qui peut sortir de son lit habituel d'écoulement et l'homme qui s'installe dans l'espace alluvial pour y implanter toutes sortes de constructions, d'équipements et d'activités.

En temps normal, la rivière s'écoule dans son lit mineur. Pour les petites crues, l'inondation s'étend dans le lit moyen et submerge les terres bordant la rivière. Lors des grandes crues, la rivière occupe la totalité de son lit majeur.

En cas de dépassement de cette crue, les protections peuvent être inefficaces, voire dangereuses en cas de rupture. C'est le cas par exemple des digues qui peuvent être submergées ou des barrages écrêteurs sur les grandes rivières, dont l'efficacité est relative en cas de crue majeure.



Lit mineur



Lit majeur

INONDATION

(suite)

2 - Caractéristiques :

- L'inondation de plaine :

La rivière sort de son lit mineur lentement et peut inonder la plaine pendant une période relativement longue. La rivière occupe son lit moyen et éventuellement son lit majeur. Lorsque le sol est saturé d'eau, il arrive que la nappe affleure et qu'une inondation spontanée se produise. Ce phénomène concerne particulièrement les terrains bas ou mal drainés et peut perdurer.

Le cumul des critères qui favorisent les inondations dans le département sont :

- Les fortes précipitations,
- Les forts coefficients de marée (supérieur à 100),
- La fonte des neiges,
- L'imperméabilisation des sols par les bâtiments, voiries, parkings.

En effet, l'imperméabilisation limite l'infiltration des pluies et accentue le ruissellement, ce qui occasionne souvent la saturation et le refoulement du réseau d'assainissement des eaux pluviales. Il en résulte des écoulements plus ou moins importants et souvent rapides dans les rues.



INONDATION

(suite)

Manifestation du risque sur la commune de Saint-Yaguen.

La commune est soumise à un risque d'inondation dû :

Au BEZ

Longueur du cours d'eau : **8 500 mètres**.

Débit en mètres cube / seconde : **1,8 m³ / seconde** (moyenne annuelle).

Source : **Nord de Morcenx**.

Zones concernées par d'éventuelles inondations : **(voir carte page 40)**.

Au BEZ

Longueur du cours d'eau : **8 000 mètres**.

Débit en mètres cube / seconde : **6,85m³ / seconde** (moyenne annuelle).

Source : **Département du Gers**.

Zones concernées par d'éventuelles inondations : **De Grange à Mellan (voir carte page 40)**.

L'alerte est donnée à la population par les référents de zone (page 49).

CONSIGNES SPÉCIFIQUES.

AVANT (à rappeler aux administrés)

- Obturer les entrées d'eau : portes, soupiraux, événements,
- Faire une réserve d'eau potable et de produits alimentaires,
- Se préparer à une éventuelle évacuation.

PENDANT

- Couper l'électricité et le gaz,
- S'informer de la montée des eaux par tous moyens,
- Entreprendre une évacuation si besoin, en accord avec les secours,
- Signaler et barrer les routes inondées autant que possible en fonction des moyens disponibles.

APRÈS

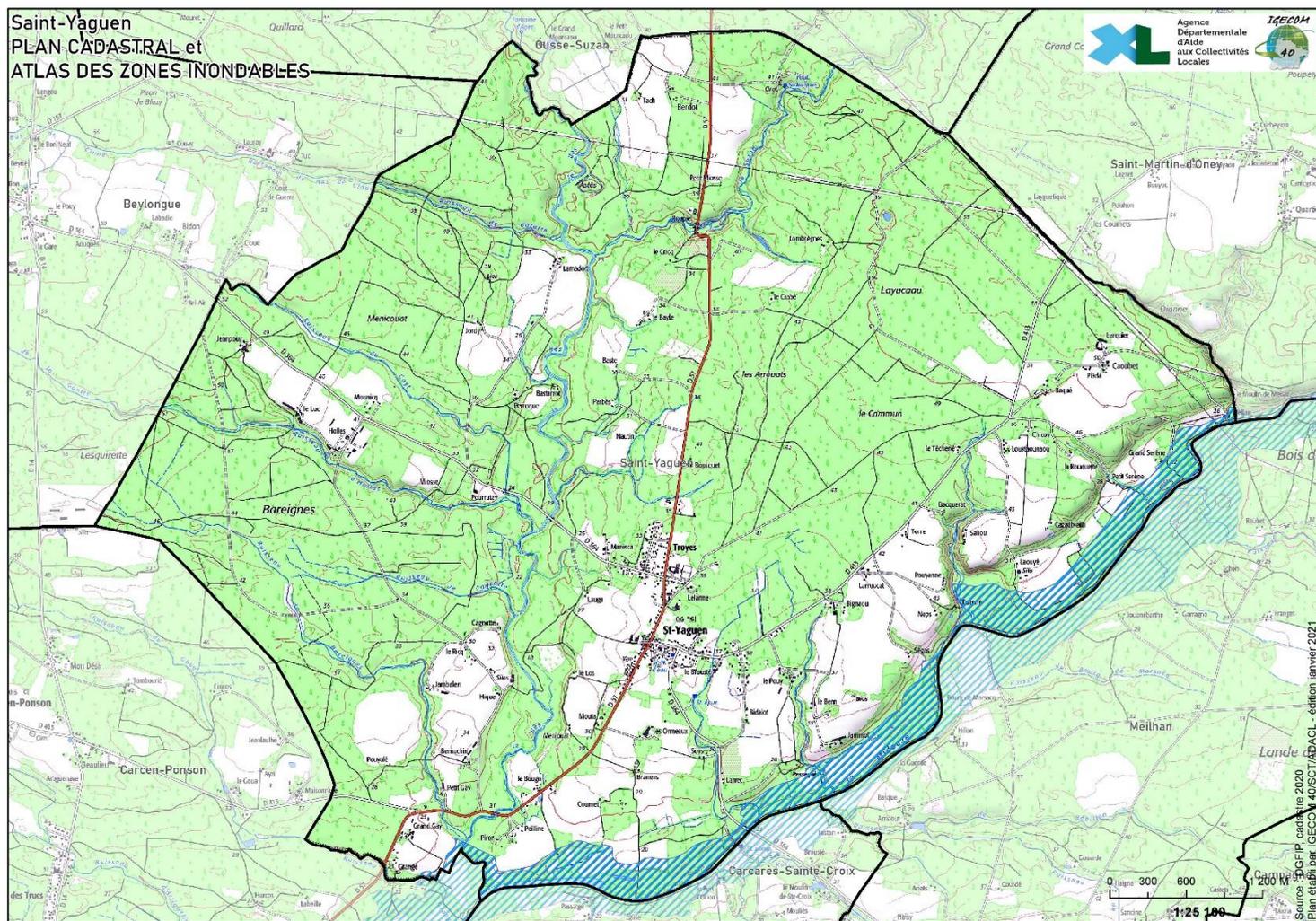
- Ne pas entrer dans un bâtiment endommagé,
- Évaluer les dégâts et les dangers,
- Faire attention aux fils électriques et téléphoniques tombés,
- Se mettre à disposition des secours.

Activation du Poste de Commandement Communal (page 55).

INONDATION

Cartographie du risque

(suite)



Carte grand format disponible en annexe

PLAN D'INTERVENTION **gestion de l'eau potable**

Le Maire est responsable de la distribution d'eau potable à la population sur le territoire communal. Deux situations sont susceptibles d'entraîner une perturbation de l'alimentation en eau :

1. Un phénomène est signalé sur le réseau d'eau :

- par le responsable de la distribution d'eau
- par le laboratoire agréé qui met en évidence une contamination lors d'analyses sur des échantillons prélevés sur le réseau
- par des consommateurs constatant une anomalie sur l'eau du robinet (couleur, odeur etc.)
- par des témoins constatant une atteinte à l'intégrité physique du réseau
- par des professionnels de santé observant l'augmentation de certaines pathologies susceptibles d'être causées par une contamination d'eau.

2. Un phénomène est signalé dans le milieu naturel :

- par le responsable même de l'accident
- par le premier témoin

3. Actions à mener :

En cas de perturbations dans la distribution en eau potable, il faut avertir :

Le SYDEC

8, route de la Frm de Junca 40400 TARTAS (05.58.73.80.35)

ASTREINTE SYDEC EAU : 05.58.512.512

↳ Mission : pompage, travaux, gestion du réseau d'eau

ASTREINTE SYDEC ASSAINISSEMENT : 05.58.512.512

↳ Mission : pompage, travaux, gestion du réseau d'assainissement

A.R.S Service Santé Environnement

Cité Galliane BP 329 40011 Mont de Marsan (05.58.46.63.63)

↳ Définition de schémas d'organisation et d'actions à mener en lien avec la Mairie

Préfecture des Landes

24 rue Victor Hugo, 40021 Mont de Marsan (05.58.06.58.06)

PLAN D'INTERVENTION **gestion de l'eau potable (suite)**

En cas de pollution de l'eau potable, Le **SYDEC** est le 1^{er} syndicat à être contacté.

Il a pour mission de vérifier la qualité de l'eau, d'assurer à la population, via des contrôles officiels, que l'eau distribuée est potable, et de mener l'enquête environnementale.

La commune est équipée d'un réseau maillé, ce qui permet d'assurer la distribution d'eau potable dans les quartiers non affectés, en ayant auparavant isolé la zone contaminée.

Le Maire doit :

- Convoquer le Poste de Commandement Communal
- Prendre toute initiative pour diminuer l'extension de la pollution, notamment en contactant le **SYDEC**
- Fournir de l'eau potable à la population : en bouteille dans un premier temps (réquisitions dans les magasins de grande surface), puis en citerne.
- Informer la population concernée par l'évènement
- Informer les établissements scolaires, crèches et C.C.A.S.

4. Besoins minimaux :

Dans le cas d'une crise d'une durée inférieure à 5 jours, une fourniture de **1,5 litres / jour / habitant** satisfait aux besoins prioritaires, sans permettre le maintien d'une activité sociale normale et avec des risques liés à l'hygiène.

Une fourniture par bouteilles, bâches ou citernes peut difficilement excéder quelques litres par jour et par habitant.

Seule une fourniture par le réseau peut apporter l'eau nécessaire. Dans ce cas, il n'existe pas de moyen de faire respecter cette limite, en dehors des plans de coupure destinés à desservir uniquement les abonnés prioritaires et les lieux de distribution d'eau de secours.

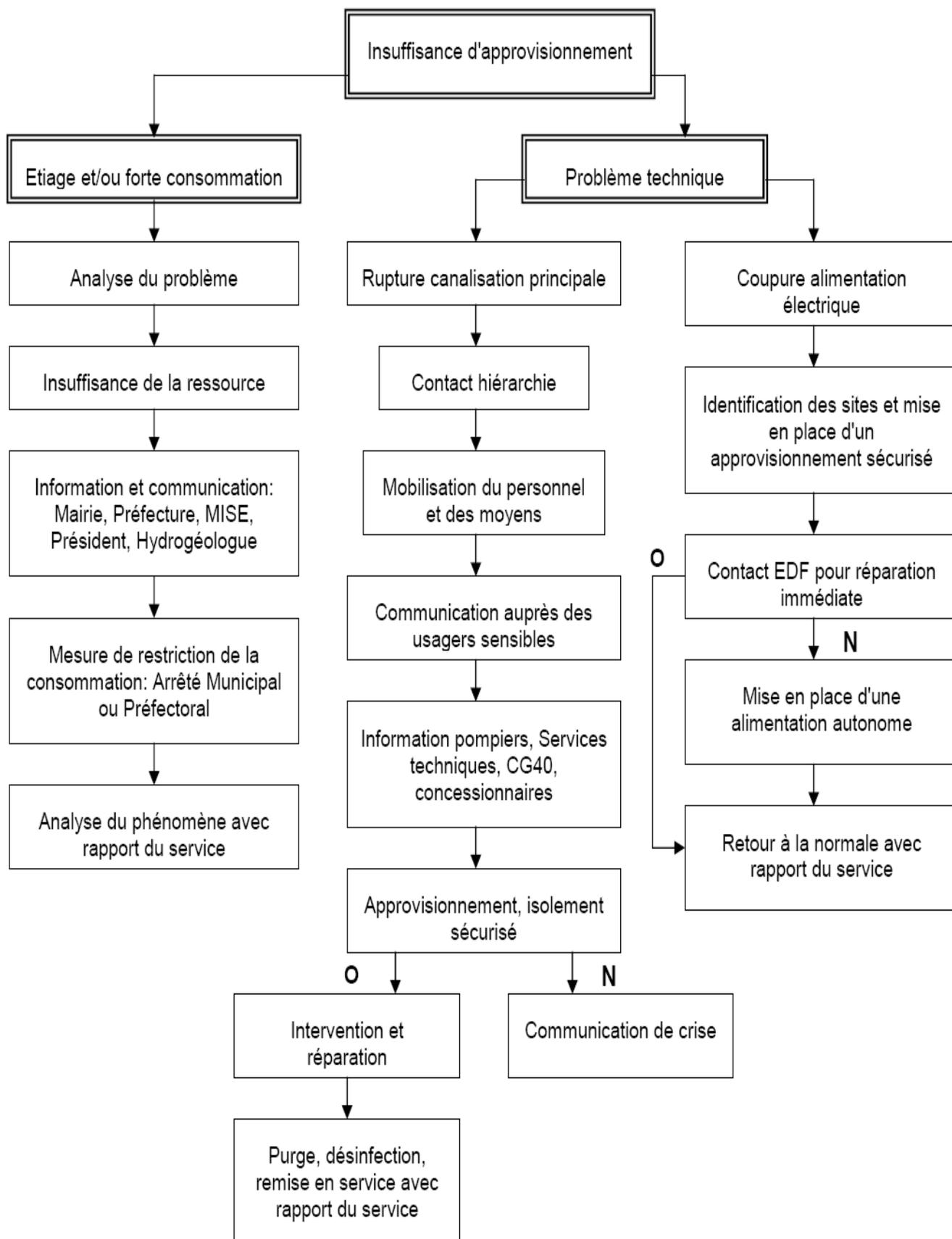
5. Moyens :

Stock de bouteilles (réquisition) : **Voir commerces alimentaires (page 84)**

PLAN D'INTERVENTION

gestion de l'eau potable

(suite et fin)



PLAN D'INTERVENTION

gestion de l'assainissement

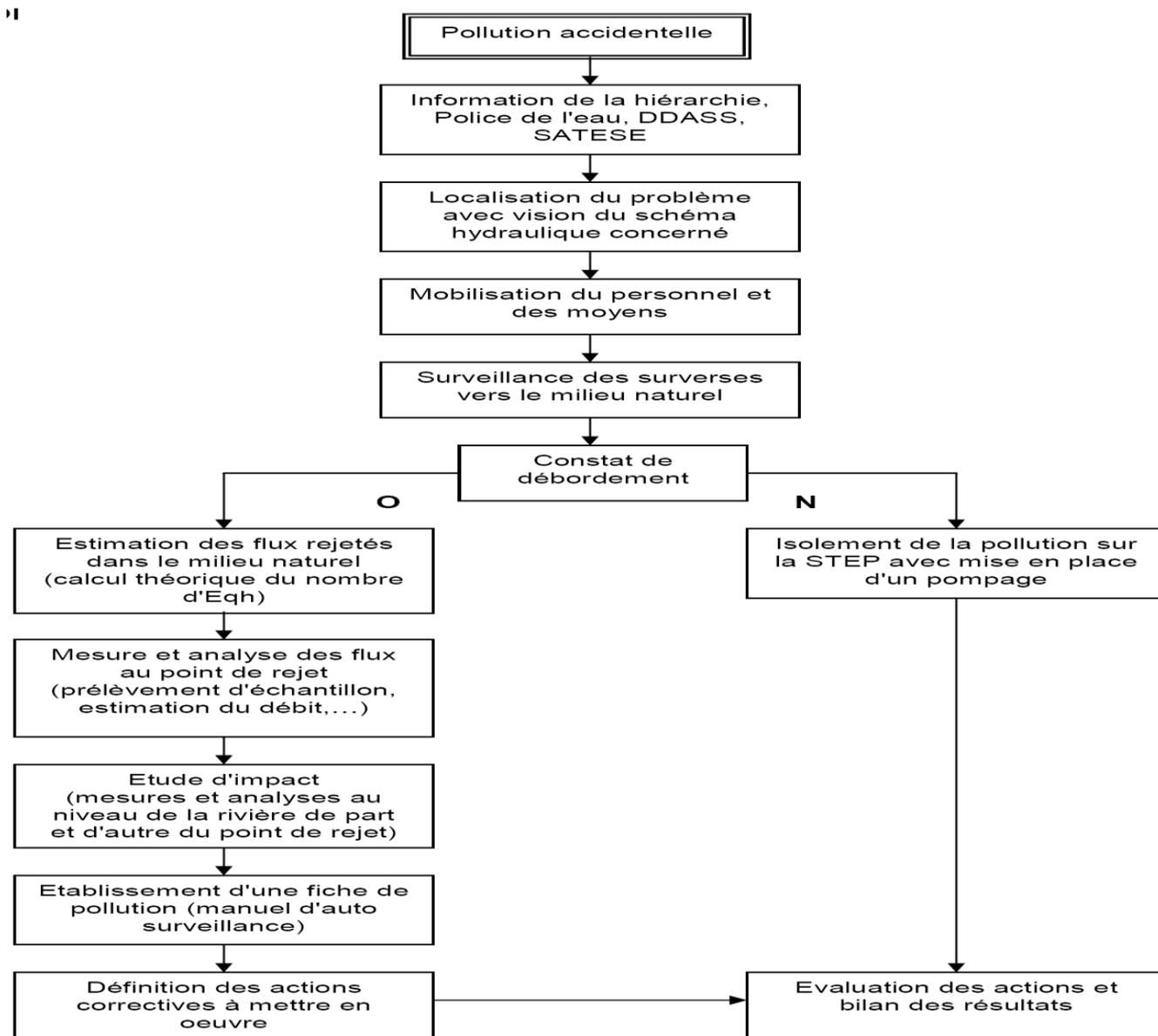
Traitement d'évènements exceptionnels :

Evènement exceptionnel sur Station d'épuration (STEP)

- Coupure générale d'alimentation électrique
- Problème grave d'étanchéité des bassins
- Problème d'étanchéité sur le digesteur
- Rupture de canalisation interne

Evènement exceptionnel sur le réseau d'eaux usées (EU)

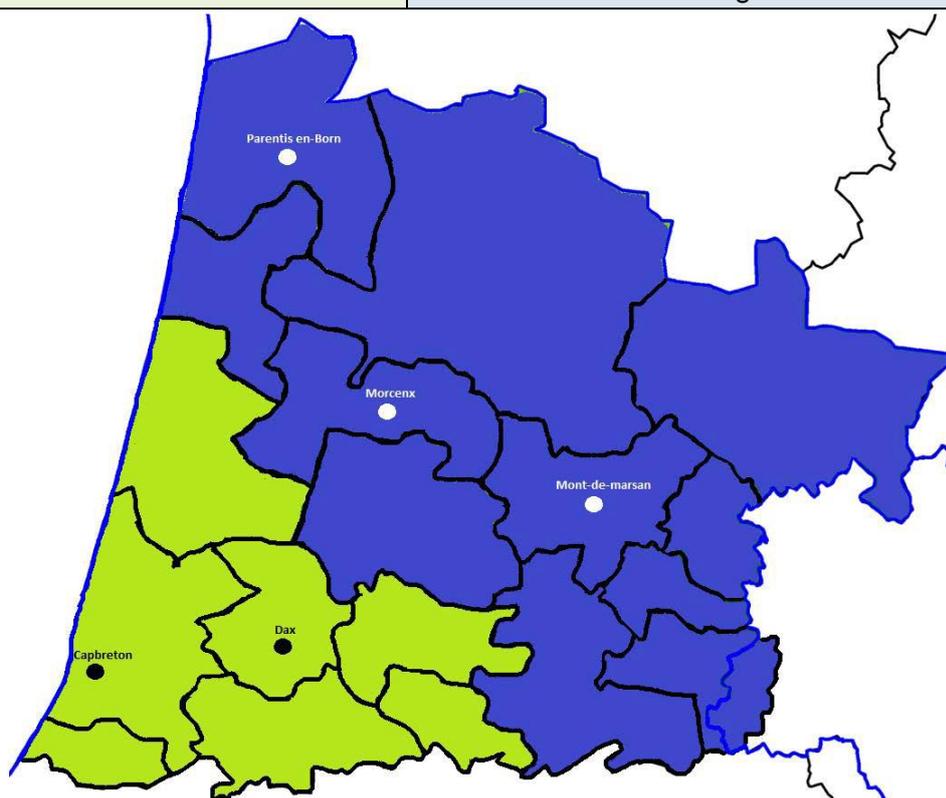
- Rupture du réseau principal
- Rejet de produits toxiques ou explosifs dans le réseau
- Panne d'une station de pompage importante



ENEDIS

Vos interlocuteurs

<p>Vivien SALLIER</p> <p>Interlocuteur Privilégié</p> <p>vivien.sallier@enedis.fr</p> <p>06.68.70.75.77</p>	<p>David GOURGUES</p> <p>Interlocuteur Privilégié</p> <p>david.gourgues@enedis.fr</p> <p>05.58.05.86.24 06.18.03.90.79</p>
<p>Communauté de Communes du Seignanx</p> <p>Communauté de Communes Côte Landes Nature</p> <p>Communauté de Communes Coteaux et Vallées des Luys</p> <p>Communauté d'Agglomération du Grand Dax</p> <p>Communauté de Communes Maremne Adour Côte Sud</p> <p>Communauté de Communes Pays d'Orthe et Arrigans</p> <p>Communauté de Communes Terres de Chalosse</p>	<p>Communauté de Communes Aire-sur-l'Adour</p> <p>Communauté de Communes de Mimizan</p> <p>Communauté de Communes Chalosse Tursan</p> <p>Communauté de Communes Cœur Haute Lande</p> <p>Communauté de Communes Grands Lacs</p> <p>Communauté de Communes Landes d'Armagnac</p> <p>Mont-de-Marsan Agglomération</p> <p>Communauté de Communes Pays Grenadois</p> <p>Communauté de Communes Pays Morcenais</p> <p>Communauté de Communes Pays Tarusate</p> <p>Communauté de Communes Pays de Villeneuve en Armagnac Landais</p>



ENEDIS

(suite)

Lors d'un problème sur le réseau électrique (chute de ligne, chute d'arbre sur la ligne, etc...) il est important de différencier les réseaux.

Poteau en bois = fils télécom

Poteau en béton = fils électriques (danger)

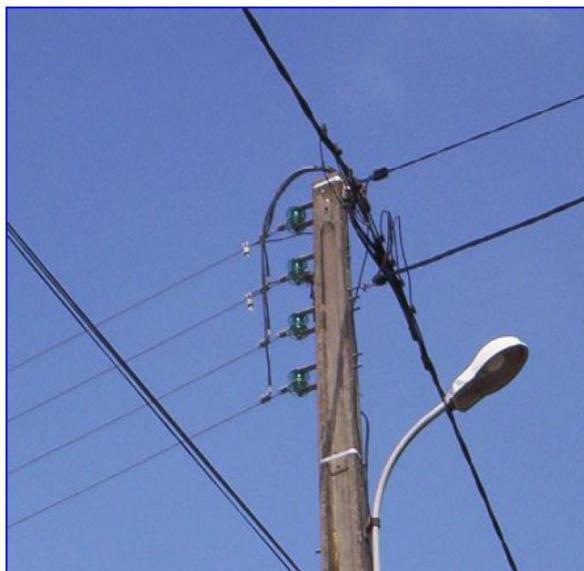
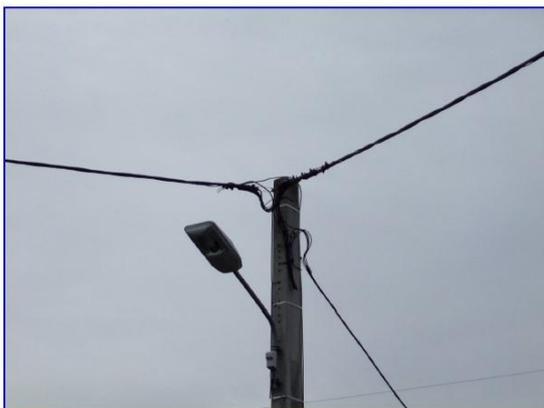
Réseau HTA :

Toujours et seulement 3 fils



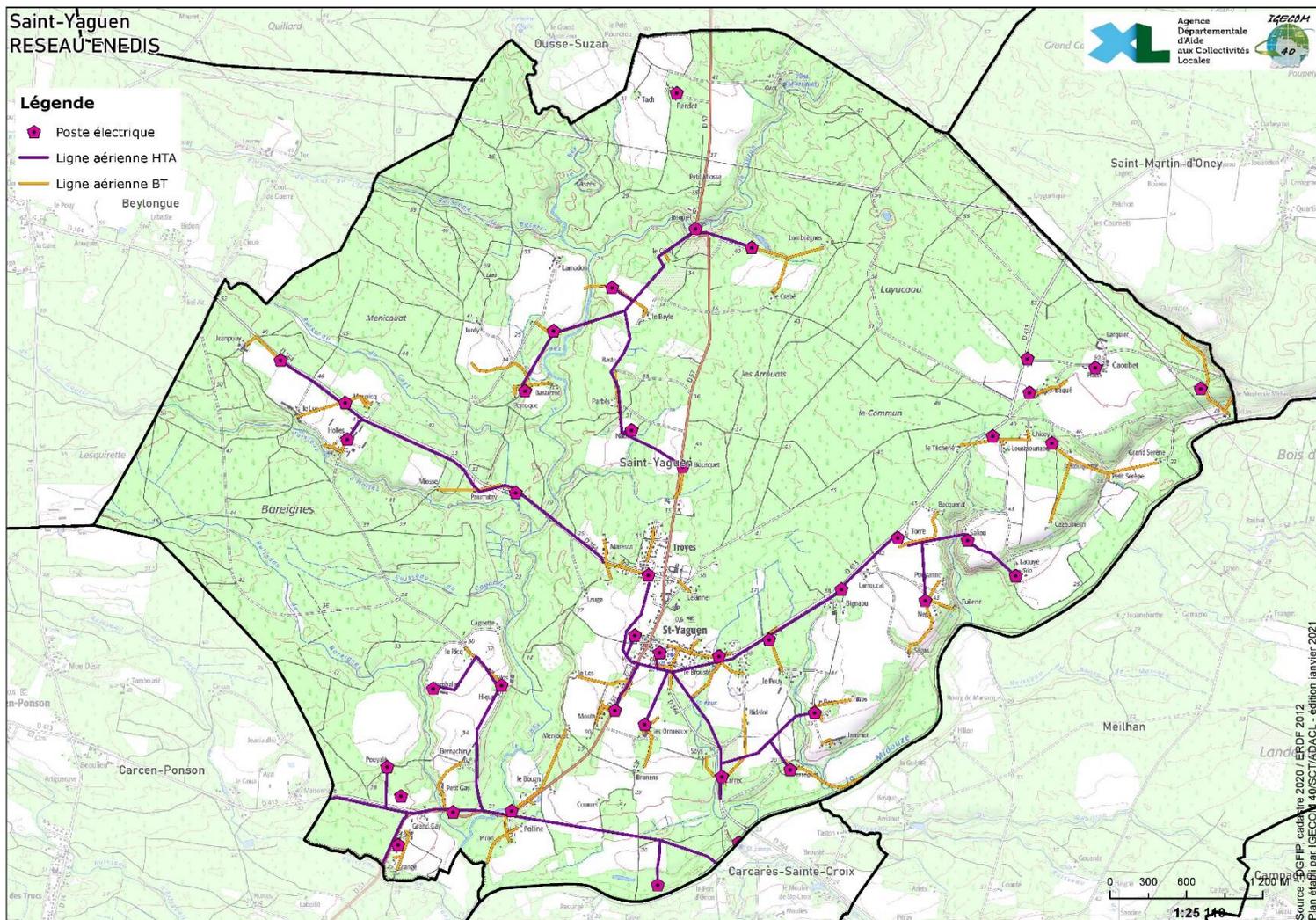
Réseau BT :

Au moins 4 fils ou 1 câble torsadé



ENEDIS

Cartographie du réseau et des postes Électriques (suite)



Carte grand format disponible en annexe

CHAPITRE II : L'organisation de la commune en cas de crise

A - L'ALERTE DES RESPONSABLES COMMUNAUX

➤ RÉCEPTION DE L'ALERTE

La réception est faite :

- **Les jours ouvrables par le secrétariat de Mairie :**
 - **Mardi – mercredi de 9h à 13h et de 14h à 17h**
 - **Jeudi – samedi : de 9h à 13h**
 - **Vendredi de 9h à 13h et de 14h à 17h**
- **Samedi et dimanche par Monsieur le Maire,**
- **La nuit par Monsieur le Maire.**

➤ TRAITEMENT DE L'ALERTE

Procédure relais de l'alerte pour la mise en place du poste de commandement communal :

- Elus : **Alerte téléphonique ou porte à porte.**
- Référents : **Alerte téléphonique ou porte à porte.**
- Rédaction du message d'alerte **(pages 74 et 75)**

➤ DIFFUSION (information de la population)

Moyens communaux :

- Panneaux lumineux et Facebook
- Porte à porte : **Référents de zone (page 49)**

En fonction de la nature de la crise se référer aux différents modèles d'alerte (pages 74 et 75).

Une fois leur tâche accomplie, tous les référents de zone doivent se retrouver en Mairie pour bien s'assurer que tous les quartiers ou hameaux ont bien été alertés et le cas échéant, témoigner des difficultés rencontrées dans leur mission.

B - L'ALERTE DE LA POPULATION

Répartition de la population par zone

➤ Répartition de la population sur la commune par zone :

Zone		Nombre d'habitants
Le Bourg	Du 30 au 175 chemin du Brousté Du 310 au 735 route de St Martin d'Oney Du 8 au 139 chemin du Hourrat Du 370 au 910 chemin de Bidalot Du 19 au 420 route de l'Atelier Du 40 au 275 route de Saint Martin d'Oney Route de la scierie Place du 19 mars Du 8 au 160 route du Grangé Du 60 au 211 rue Raoul Palados Du 30 au 175 rue de l'Ecole Du 190 au 991 route du Grangé Chemin du Los Du 7 au 855 route d'Ygos Du 115 au 385 route de Lelanne Impasse Lelanne Chemin blanc	336 habitants
Zone 1	Route de Beylongue : du 70 au 467 Route de Beylongue du 10 au 390 rue Jean Vives du 5 au 130 impasse Jean Vives du 3462 au 3535 route du Ricq du 880 au 2100 route de Lamadon du 805 au 3815 route de Beylongue du 75 au 150 chemin du Maresca	154 habitants
Zone 2	Route d'Ygos : du 935 au 4615 route d'Ygos Route de Parbès Chemin du Bayle	37 habitants

B - L'ALERTE DE LA POPULATION

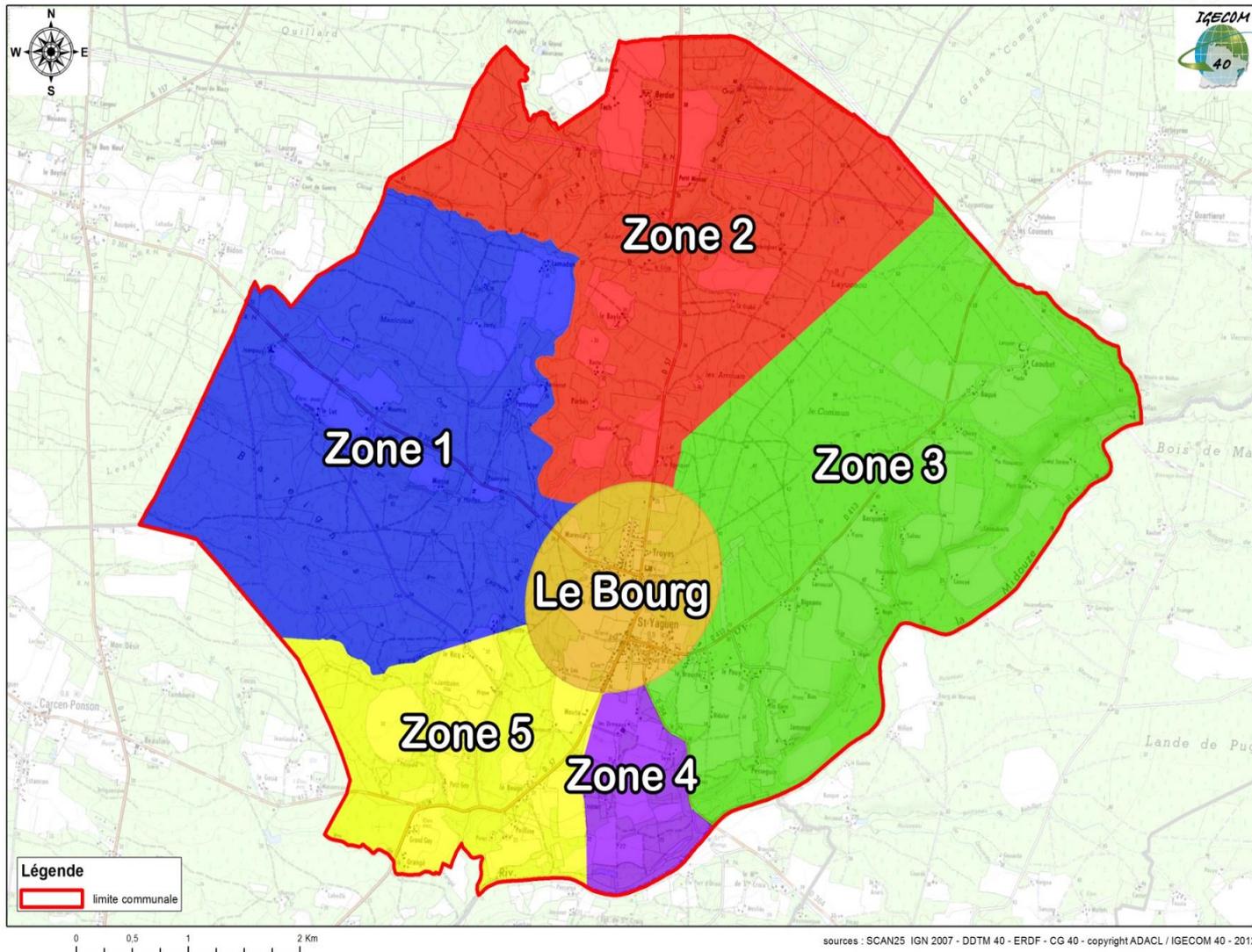
Répartition de la population par zone

Zone		Nombre d'habitants
Zone 3	Route de St Martin d'Oney : du 1070 au 3095 rte de St Martin d'Oney du 9 au 1300 route de Jeanmot du 61 au 748 route du Neps du 76 au 940 route de Ségas du 120 au 160 chemin de Baquerat du 135 au 1200 route de Laouyé du 150 au 605 route de Chicoy du 175 au 759 chemin de Cazaubielh du 238 au 401 chemin de Baqué du 370 au 1700 route de Mellan	104 habitants
Zone 4	Route de Meilhan : 1100 route de l'Atelier 1295 route de l'Atelier	5 habitants
Zone 5	Route de Tartas – Grangé : Du 1415 au 2995 route du Grangé Du 160 au 220 route de Peiline Du 301 au 1455 route du Ricq	50 habitants

B - L'ALERTE DE LA POPULATION

Répartition de la population par zone

commune de SAINT-YAGUEN



sources : SCAN25 IGN 2007 - DDTM 40 - ERDF - CG 40 - copyright ADACL / IGEOM 40 - 2012

B - L'ALERTE DE LA POPULATION

Les référents de zone

Ceux-ci sont chargés de passer dans chaque maison de la zone qui leur est affectée pour informer les habitants de l'évènement.

Dans le but de mettre à jour le P.C.S, chaque Référent, doit aussi, périodiquement dans l'année, s'enquérir de tout mouvement de population dans sa zone et aussi identifier toute nouvelle personne à risque au niveau santé).

Zone	Référents	Portable ☎
Zone Le Bourg : Du 30 au 175 chemin du Brousté Du 310 au 735 route de St Martin d'Oney	LARRIEU Jacques	06.16.29.80.34
Zone le Bourg : Du 8 au 139 chemin du Hourrat Du 370 au 910 chemin de Bidalot Du 19 au 420 route de l'Atelier	LACABE Frédéric	06.13.82.67.73
Zone le Bourg : Du 40 au 275 route de Saint Martin d'Oney Route de la scierie Place du 19 mars Du 8 au 160 route du Grangé	BROSSAS Philippe	06.14.04.24.66
Zone le Bourg : Du 60 au 211 rue Raoul Palados Du 30 au 175 rue de l'Ecole	BARBAN Alexandre	06.72.76.89.10
Zone le Bourg : Du 190 au 991 route du Grangé Chemin du Los		
Zone le Bourg : Du 7 au 855 route d'Ygos	BUSQUET FREYSSELINAS Sandrine	06.37.77.08.86
Zone le Bourg : Du 115 au 385 route de Lelanne Impasse de Lelanne Chemin blanc	MULQUIN Corinne	07.81.94.38.30
Zone 1 : route de Beylongue : Du 70 au 467 route de Beylongue	CHARDON Pierre	06.33.64.67.18
Zone 1 : route de Beylongue : Du 10 au 390 rue Jean Vives Du 5 au 130 impasse Jean Vives	CORREIA Alexis	06.32.92.62.44
Zone 1 : route de Beylongue : Du 3462 au 3535 route du Ricq Du 880 au 2100 route de Lamadon Du 805 au 3815 route de Beylongue Du 75 au 150 chemin du Maresca	MULQUIN Corinne	07.81.94.38.30

B - L'ALERTE DE LA POPULATION

Les référents de zone

Zone	Référents	Portable 📞
Zone 2 : route d'Ygos : Du 935 au 4615 route d'Ygos Route de Parbès Chemin du Bayle	GAUDIN Billy	06.72.85.08.87
Zone 3 : Route de St Martin d'Oney : du 1070 au 3095 rte de St Martin d'Oney du 9 au 1300 route de Jeanmot du 61 au 748 route du Neps du 76 au 940 route de Ségas du 120 au 160 chemin de Baquerat	DABE Bernadette	06.72.16.56.51
Zone 3 : Route de St Martin d'Oney : du 135 au 1200 route de Laouyé du 150 au 605 route de Chicoy du 175 au 759 chemin de Cazaubielh du 238 au 401 chemin de Baqué du 370 au 1700 route de Mellan	LACROUTS Michel et FORCET Ophélie	07.75.23.08.11 06.08.73.47.45
Zone 4 : route de Meilhan : 1100 route de l'Atelier 1295 route de l'Atelier	LACABE Frédéric	06.13.82.67.73
Zone 5 : Route de Tartas – Grangé : Du 1415 au 2995 route du Grangé Du 160 au 220 route de Peiline Du 301 au 1455 route du Ricq	DALES Caroline	06.21.90.23.31

B - L'ALERTE DE LA POPULATION
Les résidences secondaires

Zone	Nom du propriétaire	Adresse
Le Bourg	LE COQ Jean Pierre	837, chemin de Bidalot
	COPPE Olivier	183, route d'Ygos
Zone 1	DE VOS Izak	221, rue Jean Vives
	INDIVISION COCHARD	75, impasse Jean Vives
	PRETROT Alain	2840, route de Beylongue
Zone 2	COLL Jean Bernard	1540, route d'Ygos
Zone 5	FABRE Didier	160, route de Peiline

C - LE POSTE DE COMMANDEMENT COMMUNAL

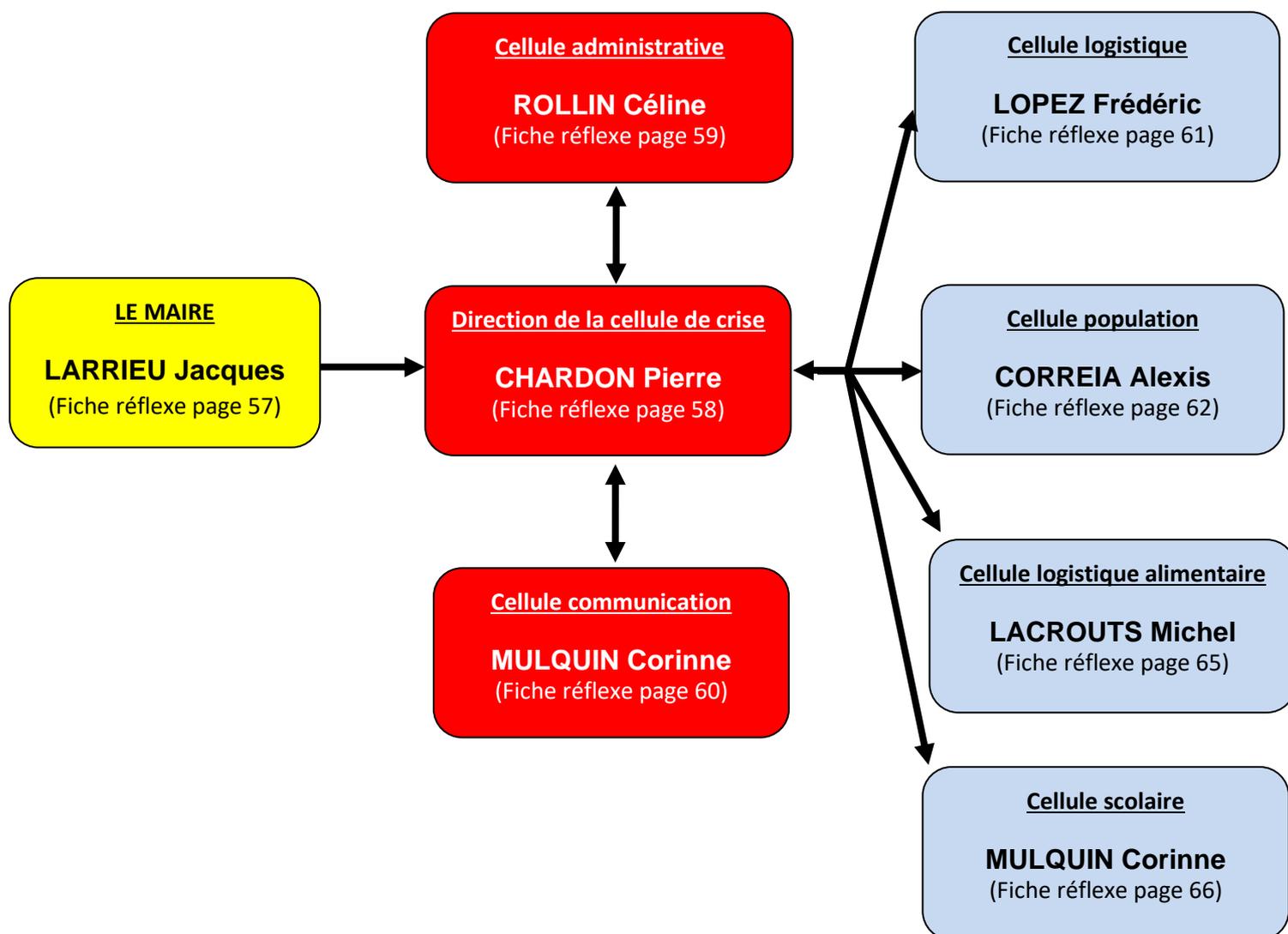
Le plan communal de sauvegarde est déclenché **par le Maire, ou par son représentant désigné** lorsque les renseignements reçus ne laissent aucun doute sur la nature de l'événement ; il en informe alors l'autorité préfectorale :

Préfecture au ☎ 05.58.06.58.06

Sous-Préfecture au ☎ 05.58.90.09.90

Le Poste de Commandement Communal est mis en place par le Maire ou son représentant à la **Mairie**. Au cas où cette salle ne serait pas accessible le **P.C.C.** serait installé à la **Médiathèque**.

Composition du Poste de Commandement Communal :



Les responsables suppléants des différentes cellules figurent dans les fiches réflexes correspondantes (pages 57 à 68).

D - LES FICHES RÉFLEXES DES RESPONSABLES DE CELLULES

Afin de faciliter au mieux le rôle de chacun dans la phase de crise, des fiches réflexes ont été élaborées en particulier celles de :

Monsieur le Maire	Page 57
Direction opérationnelle	Page 58
Cellule administrative	Page 59
Cellule communication	Page 60
Cellule logistique	Page 61
Cellule accompagnement de la population	Page 62
Cellule logistique alimentaire	Page 65
Cellule scolaire	Page 66

D - LES FICHES RÉFLEXES

Monsieur le MAIRE

❖ Identité : **Jacques LARRIEU** (☎ **06.16.29.80.34**)

Le Maire est le Directeur des Opérations de Secours sur le territoire de sa commune jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan de secours départemental par le Préfet.

En cas d'alerte (météo, inondations...) transmise par la préfecture, le Maire doit répercuter l'information ou l'alerte auprès des administrés.

En cas de crise, dès le début des opérations, le Maire ou son adjoint doit en liaison avec le responsable local de la gendarmerie ou de la police et avec l'officier des Sapeurs-Pompiers :

- 1 - Prévoir le guidage des secours vers les lieux de la catastrophe, aider à la régulation de la circulation, empêcher qu'un « sur accident » se produise.
- 2 - Mettre à la disposition des secours un local pouvant servir de poste de commandement.
- 3 - Mettre en œuvre le plan de rappel des responsables communaux et activer le Poste de Commandement Communal.
- 4 - Prendre contact si besoin avec une aide extérieure (**pages 73 et 86**).
- 5 - Déterminer l'emplacement d'une chapelle ardente et la faire équiper, en relation avec le Préfet dans le cas où il y aurait de nombreuses victimes décédées.
- 6 - Organiser l'évacuation, le rassemblement, l'accueil, l'hébergement et le soutien socio psychologique des victimes ou sinistrés.
- 7 - Mettre à disposition des secouristes un (ou plusieurs) local (aux) de repos, prévoir leur ravitaillement.
- 8 - Prendre, si nécessaire, les ordres de réquisition afin d'assurer le respect ou le retour du bon ordre, de la sûreté et de la salubrité publiques
- 9 - Se tenir informé et rendre compte à la préfecture.
- 10 - Faire mettre en place un numéro de téléphone dédié à l'information de la population dans la mesure du possible.
- 11 - Organiser une réunion de « retour d'expérience » (RETEX).

D - LES FICHES RÉFLEXES

DIRECTION OPÉRATIONNELLE DU POSTE DE COMMANDEMENT COMMUNAL

❖ Directeur : **CHARDON Pierre** (☎ 06.33.64.67.18)

❖ Adjointe : **MULQUIN Corinne** (☎ 07.81.94.38.30)

➤ **Au début de la crise**

- Organise l'installation du **P.C.C.** avec le Maire (**page 55**),
- S'appuie sur les fiches réflexes des différents responsables de cellule (**page 56**),
- Prend connaissance du risque concerné (**pages 07 à 45**).

➤ **Pendant la crise**

- Organise et coordonne le travail des différentes cellules du poste de commandement communal,
- Vérifie que l'ensemble des missions des cellules est bien réalisées sur le terrain,
- Apporte son soutien et son expertise aux différents responsables de cellule,
- Rend compte au Maire des difficultés rencontrées sur le terrain et lui propose les solutions adaptées.

➤ **Fin de la crise**

- Dresse le bilan de l'action des services,
- Participe avec le Maire à la préparation de la réunion de « retour d'expérience ».

D - LES FICHES RÉFLEXES CELLULE ADMINISTRATIVE

❖ Titulaire : **ROLLIN Céline** (☎ 07.66.18.37.48)

❖ Suppléante : **BUSQUET FREYSSELINAS Sandrine**(☎ 06.37.77.08.86)

➤ Au début de la crise

- Participe à l'installation du Poste de Commandement Communal,
- Ouvre le calendrier des événements (main courante), informatisé ou manuscrit (pièce essentielle en cas de contentieux).

➤ Pendant la crise

- Assure l'accueil téléphonique,
- Assure la logistique du **P.C.C.** (approvisionnement en matériel, papier...),
- Rédige et transmet les documents émanant du **P.C.C.**,
- Réceptionne et transmet les télécopies et courriels,
- Tient à jour la main courante,
- Centralise les retours d'information des autres cellules,
- Appuie les différents responsables de cellule en tant que de besoin.

➤ Fin de la crise

- Assure le classement et l'archivage de l'ensemble des documents liés à la crise,
- Participe avec le Maire à la préparation de la réunion de « retour d'expérience ».

D - LES FICHES RÉFLEXES CELLULE COMMUNICATION

❖ Titulaire : **MULQUIN Corinne** (☎ 07.81.94.38.30)

❖ Suppléant : **CHARDON Pierre** (☎ 06.33.64.67.18)

➤ **Au début de la crise**

- Rejoint le Poste de Commandement Communal,
- Se met à disposition du Directeur Opérationnel.

➤ **Pendant la crise**

- Réceptionne, synthétise et centralise les informations qui lui sont communiquées par ses collaborateurs, par les médias et en informe le **D.O.S.**,
- Assure la liaison avec les chargés de communication des autorités (Préfecture, SDIS, Gendarmerie, Police),
- Gère les sollicitations médiatiques en liaison avec le Maire,
- Assure l'information de la population (rédaction de messages d'alerte - **pages 74 et 75**),
- Rédige les communiqués de presse (**page 88**).

➤ **Fin de la crise**

- Met en œuvre la transmission de la fin d'alerte au sein de sa cellule,
- Participe avec le Maire à la réunion de « retour d'expérience ».

D - LES FICHES RÉFLEXES CELLULE LOGISTIQUE

❖ Titulaire : **LOPEZ Frédéric** (☎ 06.37.65.13.33)

❖ Suppléant : **AUZERO Sébastien** (☎ 06.22.03.70.26)

➤ Au début de la crise

- Rejoint le Poste de Commandement Communal,
- Met en alerte le personnel des Services Techniques,
- Alerte et informe les gestionnaires de réseaux (Eau et assainissement, Gaz, électricité, téléphone).

Eau et assainissement page 41

ENEDIS page 45

Urgence Gaz page 86

Orange télécom page 86

➤ Pendant la crise

- Réceptionne, synthétise et centralise les informations qui lui sont communiquées par ses collaborateurs et en informe le **D.O.S.**,
- Informe les personnes qui sont sous sa responsabilité,
- Active le(s) centre(s) de rassemblement de la commune pour les sinistrés et les secours,
- Prend connaissance de tous les moyens disponibles sur la commune à l'aide des fiches recensées (**page 68**),
- S'assure du transport des personnes sinistrées vers le(s) lieu(x) de rassemblement prévu(s) (**page 71**),
- Transmet au **D.O.S.**, en temps réel, les informations collectées et les éventuelles difficultés.

➤ Fin de la crise

- Met en œuvre la transmission de la fin d'alerte au sein de sa cellule,
- Participe avec le Maire à la réunion de « retour d'expérience ».

D - LES FICHES RÉFLEXES

CELLULE ACCOMPAGNEMENT DE LA POPULATION

❖ Titulaire : **CORREIA Alexis** (☎ 06.32.92.62.44)

❖ Suppléant : **LARRIEU Jacques** (☎ 06.16.29.80.34)

- **Prise de contact obligatoire avec les personnes nécessitant une attention particulière et bilan (page 63).**

➤ **Évacuation de la population sinistrée**

Assure l'évacuation des sinistrés à l'aide des moyens mis à disposition par la cellule LOGISTIQUE, vers le(s) point(s) de rassemblement préalablement activé(s).

➤ **Accueil de la population sinistrée**

En fonction de leur nombre les sinistrés seront accueillis :

- **A la Salle polyvalente (950 personnes),**
- **A la Salle des fêtes (150 personnes),**

Effectue sur place, en relation avec la cellule logistique alimentaire :

- Un accueil nominatif, utilisation de la fiche (**page 71**),
- Une distribution de boissons,
- Une fourniture de repas.

➤ **Chapelle ardente**

Sous l'autorité du Maire et en relation avec le Préfet, une chapelle ardente sera dressée à **la Salle Polyvalente** en collaboration avec les Pompes Funèbres (**page 72**).

➤ **En fin de crise**

- Participe avec le Maire à la réunion de « retour d'expérience ».

PERSONNES NECESSITANT UNE ATTENTION PARTICULIERE

Nom	Prénom	Adresse	Téléphone ☎	Observations
Zone - Le Bourg				
DUPONT	<i>Annie</i>	15, route du Grangé – Appt 3	06.10.16.12.18	Téléalarme
JORDAN	<i>Hélène</i>	800, chemin de Bidalot	06.21.87.76.69	Téléalarme
LASSALLE	<i>Janine</i>	640, route de St Martin d’Oney	05.58.44.17.92	Téléalarme
TIJOUX	<i>Maria</i>	101, route de St Martin d’Oney	05.24.28.20.18	Téléalarme
Zone 1 - Route de Beylongue				
BERTRANDE	<i>Odette</i>	5, impasse Jean Vives	05.58.44.78.93	Téléalarme
DAUBA	<i>Paulette</i>	3815, route de Beylongue	05.58.44.86.58	Téléalarme
DE OLIVEIRA AMARAL	<i>Elisabete</i>	299, route de Beylongue	09.84.02.51.70	Téléalarme
DUBROCA	<i>Andrée</i>	390, rue Jean Vives	05.58.44.77.96	Téléalarme
DUPLANTIER	<i>Jean</i>	3465, route du Ricq	06.32.41.39.92	Téléalarme
LAGARDERE	<i>Arlette</i>	880, route de Lamadon	06.43.25.05.98	Attention particulière
LEMAITRE	<i>Annie</i>	350, route de Beylongue	06.33.10.19.62	Téléalarme
LESPERON	<i>Jacques</i>	2100, route de Lamadon	05.58.44.13.81	Attention particulière
VALAIS	<i>Bernadette</i>	120, route de Beylongue	06.41.99.55.53	Téléalarme
VIVES	<i>Georgette</i>	189, route de Beylongue	05.58.44.76.63	Téléalarme

PERSONNES NECESSITANT UNE ATTENTION PARTICULIERE

(suite et fin)

Nom	Prénom	Adresse	Téléphone ☎	Observations
Zone 2 - Route d'Ygos				
LAENS	Joëlle	855, route d'Ygos	05.58.44.13.53	Téléalarme
TOUYA	Roger	821, route d'Ygos	05.58.44.15.39	Téléalarme
TOUYA	Yvette	821, route d'Ygos	05.58.44.15.39	Téléalarme
VERGNAUD	Jacques	661, route d'Ygos	05.58.79.70.04	Attention particulière
Zone 3 - Route de St-Martin d'Oney				
SOUBIRAN	Alain	930, route de Jeanmot	05.58.44.79.50	Portage Repas
SOUBIRAN	Alice	930, route de Jeanmot	05.58.44.79.50	Téléalarme
Zone 4 - Route de Meilhan				
BEAUMONT	Ginette	321, route d'Atelier	06.86.99.40.42	Téléalarme
Zone 5 - Route de Tartas - Grangé				
LARRIEU	Francis	2795, route du Grangé	05.58.44.14.94	Téléalarme
LARRIEU	Marie	2795, route du Grangé	05.58.44.14.94	Téléalarme
MAURIN	Frank	345, route du Grangé	06.26.32.16.05	Téléalarme
THIERRY	Michèle	1598, route du Grangé	05.58.44.75.70	Attention particulière
THIERRY	Georges	1598, route du Grangé	05.58.44.75.70	Attention particulière

D - LES FICHES RÉFLEXES CELLULE LOGISTIQUE ALIMENTAIRE

❖ Titulaire : LACROUTS Michel (☎ 07.75.23.08.11)

❖ Suppléante : DABE Bernadette (☎ 06.72.16.56.51)

➤ ***Pendant la crise et en fonction des besoins***

Cette cellule organise :

- La confection des repas pour les personnes sinistrées,
- La distribution de nourriture de première nécessité et de boissons pour la population non évacuée,
- La restauration des équipes de secours,
- Le recensement des stocks de produits alimentaires disponibles dans les commerces situés sur la commune ou à proximité (**page 84**) et en rend compte à la cellule logistique.

La cellule rend compte au **D.O.S.**, en temps réel des actions menées.

➤ ***En fin de crise***

- Participe avec le Maire à la réunion de « retour d'expérience ».

	D - LES FICHES RÉFLEXES CELLULE SCOLAIRE	22 juillet 2025
--	---	-----------------

❖ Titulaire : MULQUIN Corinne (☎ 07.81.94.38.30)

❖ Suppléante : DALES Caroline (☎ 06.21.90.23.31)

Déclencher l'alerte. ACTIVATION du Plan Particulier de Mise en Sûreté sur les établissements suivant :

Dénomination	Adresse	Téléphone	Effectif sur le site	Contacté (O ou N)
ECOLE	105 rue de l'Ecole	Fabien DEHEZ 05.58.44.13.48	24	

Plans Particuliers de Mise en Sûreté disponibles en annexe

	D - LES FICHES RÉFLEXES CELLULE SCOLAIRE (suite et fin)	22 juillet 2025
--	---	-----------------

➤ **Au début de la crise**

- Se rend au lieu déterminé pour accueillir le P.C.C.

➤ **Pendant la crise // liaison avec le directeur de l'établissement scolaire**

- Faire contrôler les accès de l'établissement.
- S'assurer du bon déclenchement des PPMS.
- S'assurer que tout le monde est en sûreté, de l'encadrement des élèves, du pointage des absents et du signalement des incidents.
- Faire prendre en charge les élèves à besoins spécifiques (élèves handicapés, élèves blessés) et prévoir éventuellement leurs évacuations
- Demander s'il y a besoin de moyen supplémentaire (personnel de service, eau, nourriture)

➤ **Pendant la crise // liaison avec le directeur du poste de commandement**

- Informer le directeur de l'évolution de la situation (effectif présent, absent, nombre de blessés, lieux de confinement)

➤ **Pendant la crise // liaison avec les familles**

- En cas d'appel des familles il faut rappeler (sauf contre-indication) de ne pas venir chercher les enfants, d'éviter de téléphoner à l'école et d'écouter la radio.
- Prendre les coordonnées et l'identité de l'appelant.

➤ **Pendant la crise // relation avec la presse**

- La presse doit être orientée vers la cellule communication.

➤ **Fin de la crise**

- Met en œuvre la transmission de la fin d'alerte.
- Participe avec le Maire à la réunion de « retour d'expérience ».

E - MOYENS RECENSÉS

Afin de faciliter au mieux le rôle de chacun dans la phase de crise, des fiches recensent les différents moyens qui pourront être mis à leur disposition et à plusieurs niveaux tels que :

Les véhicules et engins municipaux disponibles Page 69

Le petit matériel municipal Page 70

Les lieux d'accueil pour la population sinistrée et pour les équipes de secours Page 71

Les moyens de transports sanitaires et collectifs Page 72

Les moyens et partenaires extérieurs Page 73

E - LES MOYENS RECENSÉS VÉHICULES et ENGINs MUNICIPAUX

Type de véhicule	Nombre de places	Chauffeur 📞	Lieux de remise
VL Kangoo	2	Sébastien AUZERO 06.22.03.70.26 Frédéric LOPEZ 06.37.65.13.33	<u>Hangar communal</u>
VL Peugeot 504	3		
Tracteur Forestier Mac Cormick	1		
Tracteur Renault 60 CV	1		
Tracteur Zetor avec frontal	1		
Remorque incendie	1		
Remorque 7 tonnes	1		
Remorque	1		

E - LES MOYENS RECENSÉS
MOYENS COMMUNAUX
PETITS MATÉRIELS

Nature du matériel	Nombre	Lieu de rangement	Responsable ☎
Tronçonneuses	2	Atelier	Sébastien AUZERO 06.22.03.70.26 Frédéric LOPEZ 06.37.65.13.33
Groupes électrogènes :	1		
2500 W	1		
4000 W	1		
6500 W			
Défibrillateur	2	Salle Polyvalente Foyer des Jeunes	-

Réserve	Contenance	Lieu de rangement	Responsable ☎
Stockage carburant			
Réserve FUEL	2500 Litres	Atelier	-

E - LES MOYENS RECENSÉS LIEUX D'ACCUEIL

Dénomination	Adresse	Responsable ☎	Capacité	Equipements
(Lieu de vie sécurisé ENEDIS) Salle polyvalente	Route d'Ygos	CORREIA Alexis 06.32.92.62.44	950 personnes	Sanitaires, Cuisine, Chauffage gaz
Salle des fêtes	Bourg	LACROUTS Michel 07.75.23.08.11	150 personnes	Sanitaires, Cuisine, Climatisation réversible
Église	Bourg	BROSSAS Philippe 06.14.04.24.66	200 personnes	Sanitaires, Chauffage électrique
École	105, rue de l'Ecole	BARBAN Alexandre 06.72.76.89.10	60 personnes	Sanitaires, Cuisine, Chauffage au sol
Foyer des jeunes	Bourg	LARRIEU Jacques 06.16.29.80.34	30 personnes	Sanitaires, Cuisine, Climatisation réversible

Lors de l'accueil des sinistrés les personnes en charge de ces populations devront remplir impérativement un imprimé qui regroupera les renseignements suivants :

Date	Nom	Prénom	Age	Santé	Personnes à prévenir

Trame disponible en annexe

E - LES MOYENS RECENSÉS TRANSPORTS SANITAIRES ET COLLECTIFS

Type de véhicule	Nom	Localisation	Téléphone 📞
Ambulances 	AMBULANCES JUSSIEU	TARTAS	05.58.73.51.14
	AMBULANCES URGENCE 40	YGOS SAINT SATURNIN	05.58.51.72.96
Taxis 	TAXI NAT	TARTAS	05.58.73.36.36
	TAXI URGENCE 40	YGOS SAINT SATURNIN	05.58.51.72.96
Pompes Funèbres 	POMPES FUNEBRES LAFFERRIERE	TARTAS	05.58.73.53.79
	POMPES FUNEBRES DES LANDES (CHAPERON)	TARTAS	05.58.73.55.20
	urgence décès 24h/24		3123 (service et appel gratuit)

E - LES MOYENS RECENSÉS

MOYENS et PARTENAIRES EXTÉRIEURS

Établissement	Responsable	Téléphone ☎	Matériel
EARL D'ARDILLA	SOUS Laurent	06.74.71.58.26	Tracteurs et Matériels agricoles
EARL BERTRAND	LARRIEU Philippe	06.08.32.56.16	Tracteurs et Matériels agricoles
EARL DES CHENES	BAGUE Mickaël	06.15.90.06.17	Tracteurs et Matériels agricoles
JB LALANNE	LALANNE Jean Bernard	06.11.43.09.90	Matériel élagage
SARL Alain GAUGE	GAUGE Alain	06.16.97.93.31	Tractopelle
ASP	LALANNE Jean Bernard	06.11.43.09.90	Matériel élagage
JARDI YAN	PLANCHE Yvan	07.60.24.53.20	Camion Plateau

F - EXEMPLES DE MESSAGES D'ALERTE

Dans un premier temps consulter le D.I.C.R.I.M et ses consignes de sécurité.

ALERTE TEMPÊTE

(SANS ÉVACUATION DES POPULATIONS)

Un avis de tempête imminente a été lancé par les services de la Préfecture. Nous vous conseillons de rester à l'intérieur de votre logement, de rester attentifs aux instructions qui vous seront données pour votre sécurité par la Mairie et les autorités et d'être à l'écoute de la radio France Bleu Gascogne (98.8 FM ou 100.5 FM).

ALERTE FEUX DE FORÊT

(SANS ÉVACUATION DES POPULATIONS)

Un feu de forêt s'est déclaré dans votre zone d'habitation. Pour votre sécurité, il est impératif que vous vous conformiez aux consignes inscrites dans le Document Information Communal sur les Risques Majeurs qui vous a été remis par les services de la Mairie et restez attentifs aux instructions qui vous seront données par les autorités compétentes.

ALERTE INONDATION

(SANS ÉVACUATION DES POPULATIONS)

Un avis d'alerte crue a été lancé par les services de la Préfecture. Votre quartier est donc menacé par l'inondation. Dans l'attente d'une éventuelle évacuation nous vous recommandons de :

- Fermer vos réseaux de gaz, électricité, eau et chauffage.
- Attacher vos objets encombrants susceptibles de flotter.
- Rehausser le plus possible les objets que vous souhaitez protéger ainsi que les produits qui pourraient être dangereux.
- En attendant l'ordre définitif d'évacuation, regrouper des vêtements de rechange, un nécessaire de toilette, les médicaments indispensables, les papiers personnels et n'oubliez pas de fermer votre logement à clé avant de partir.
- Rester attentifs aux instructions qui vous seront données par les autorités compétentes.

F - EXEMPLES DE MESSAGES D'ALERTE

(suite et fin)

Dans un premier temps consulter le D.I.C.R.I.M et ses consignes de sécurité.

ALERTE RISQUE INDUSTRIEL

(SANS ÉVACUATION DES POPULATIONS)

Un risque de vapeurs toxiques menace votre quartier. Restez confinés à l'intérieur de votre habitation et attentifs aux instructions qui vous seront données par la Mairie et les autorités pour votre sécurité.

ALERTE RISQUE INDUSTRIEL

(AVEC ÉVACUATION DES POPULATIONS)

Un risque imminent menace votre quartier, il vous est demandé d'ÉVACUER dans le plus grand calme votre logement ainsi que votre quartier. Rejoignez sans délai et suivez impérativement les instructions qui vous seront données par les autorités compétentes.

ALERTE Transport de Marchandises Dangereuses

(SANS ÉVACUATION DES POPULATIONS)

Suite à un accident ferroviaire (accident routier) un risque imminent menace votre quartier. Préparez-vous à évacuer si cela devenait nécessaire.

Restez confinés à l'intérieur de votre logement et demeurez attentifs aux instructions qui vous seront données pour votre sécurité par la Mairie et par les autorités compétentes.

ALERTE Transport de Marchandises Dangereuses

(AVEC ÉVACUATION DES POPULATIONS)

Suite à un accident ferroviaire (accident routier) un risque imminent menace votre quartier, il vous est demandé d'ÉVACUER dans le plus grand calme votre logement ainsi que votre quartier. Rejoignez sans délai et suivez impérativement les instructions qui vous seront données par les autorités compétentes.

G - EXEMPLE D'ARRÊTÉ DE RÉQUISITION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L. 2212-2 ;

Considérant : l'accident, l'événement
 Survenu le À heures

Considérant qu'il est nécessaire de doter la commune des moyens nécessaires pour répondre à ses obligations.

Vu l'urgence,
ARRÊTE

Article 1^{er} :

Il est prescrit à

M.....

Demeurant à

De se présenter sans délai à la Mairie de
 Pour effectuer la mission de qui lui sera confiée.

Où

De mettre à la disposition du Maire le matériel suivant :

.....

Et de le faire mettre en place à (indiquer le lieu)

Article 2 :

Le Commissaire de Police/le Commandant de la Brigade de Gendarmerie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à le

Le Maire,

Attention : Les frais de réquisition sont à la charge de la commune sauf convention contraire avec le responsable de l'accident.

CHAPITRE III : Annuaire de crise**ANNUAIRE DE CRISE :**
Conseil municipal

☎ TEL ACCUEIL MAIRIE : 05.58.44.76.67

✉ COURRIEL : mairie@saintyaguen.fr

Nom	Prénom	Fixe ☎	Portable ☎	Fonction
LARRIEU	Jacques	-	06.16.29.80.34	Maire
CHARDON	Pierre	-	06.33.64.67.18	1 ^{er} adjoint
CORREIA	Alexis	-	06.32.92.62.44	3 ^{ème} adjoint
MULQUIN	Corinne	-	07.81.94.38.30	4 ^{ème} adjoint
BARBAN	Alexandre	-	06.72.76.89.10	Conseiller
DALES	Caroline	-	06.21.90.23.31	Conseiller
DABE	Bernadette	-	06.72.16.56.51	Conseiller
BROSSAS	Philippe	-	06.14.04.24.66	Conseiller
LACROUTS	Michel	-	07.75.23.08.11	Conseiller
FORCET	Ophélie	-	06.08.73.47.45	Conseiller
BETON	Florian	-	06.11.67.00.75	Conseiller
LACABE	Frédéric	-	06.13.82.67.73	Conseiller
GAUDIN	Billy	-	06.72.85.08.87	Conseiller
BUSQUET FREYSSELINAS	Sandrine	-	06.37.77.08.86	Conseiller

ANNUAIRE DE CRISE
Personnel administratif

Nom	Prénom	Bureau ☎	Fixe ☎	Portable ☎	Fonction
ROLLIN	<i>Céline</i>	05.58.44.76.67	-	07.66.18.37.48	Secrétaire Mairie
LARRIEU	<i>Marie José</i>	09.72.38.74.82		06.75.78.84.72	Gérante Agence Postale

ANNUAIRE DE CRISE

Personnel technique

Nom	Prénom	Fixe ☎	Portable ☎	Observation
LOPEZ	<i>Frédéric</i>		06.37.65.13.33	
AUZERO	<i>Sébastien</i>		06.22.03.70.26	
CONSEILLER TECHNIQUE D.F.C.I.				
SOUS	<i>Laurent</i>		06.74.71.58.26	
AUZERO	<i>Sébastien</i>		06.22.03.70.26	
VIVES	<i>Jean Marc</i>		06.23.66.13.51	CT adjoint
LALANNE	<i>Jean Claude</i>		06.73.11.38.00	CT adjoint

ANNUAIRE DE CRISE
Personnel de service

Nom	Prénom	Fixe 📞	Portable 📞	Observation
ELISSALDE	<i>Colette</i>		06.13.72.70.89	
AGUADO	<i>Emilie</i>		06.10.79.01.67	
CARVALHO	<i>Isabelle</i>		06.89.56.71.14	

ANNUAIRE DE CRISE

Personnel médical

Nom	Prénom	Fixe ☎	Portable ☎	Observation
Infirmières				
GUAGLIARDI	<i>Sabine</i>	-	06.42.18.09.26	Infirmière à domicile
FOURNIER	<i>Christine</i>	05.58.44.77.83	-	
JAYO	<i>Lydie</i>	-	06.22.13.21.82	
COLLET	<i>Lucie</i>	-	06.87.88.00.45	
PENDANS	<i>Sabrina</i>	-	06.75.63.33.81	
Préparatrices en pharmacie				
JAYO	<i>Emilie</i>	-	06.70.80.04.99	
AUZERO	<i>Karine</i>	-	06.84.18.78.78	
Aides-Soignantes				
KEFI	<i>Géraldine</i>	-	-	
DALES	<i>Caroline</i>	-	06.21.90.23.31	
DOUSSAN	<i>Stéphanie</i>	-	-	
LACABE	<i>Nathalie</i>	-	06.37.70.95.76	
DAELMAN	<i>Emilie</i>	-	-	
Aide médico-psychologique				
CORREIA	<i>Alexis</i>	-	06.32.92.62.44	

ANNUAIRE DE CRISE
Informations relatives aux Établissements Recevant du Public

➤ **Lieux publics et Établissement Recevant du Public**

Dénomination	Adresse	Responsable Téléphone 📞	Effectif
(Lieu de vie sécurisé ENEDIS) ÉCOLE	105 rue de l'École	Fabien DEHEZ 05.58.44.13.48	40
SALLE POLYVALENTE	Route d'Ygos	CORREIA Alexis 06.32.92.62.44	950
SALLE DES FETES	Bourg	LACROUTS Michel 07.75.23.08.11	150
ÉGLISE	Bourg	BROSSAS Philippe 06.14.04.24.66	200
FOYER DES JEUNES	Bourg	LARRIEU Jacques 06.16.29.80.34	30

ANNUAIRE DE CRISE

Ressources économiques locales

➤ Principales entreprises

Nom	Activité	Adresse	Responsable Téléphone ☎
SCIERIE DE SAINT-YAGUEN	Scierie Bois	115, route de la Scierie	Laurent MAURIN 05.58.44.76.64
SARL Alain GAUGE	Terrassement	325, chemin de Baqué	Alain GAUGE 06.16.97.93.31
ASP	Aménagement paysager	1380, route du Ricq	LALANNE Jean Bernard 06.11.43.09.90
JARDI YAN	Aménagement paysager	170, rue Jean Vives	PLANCHE Yvan 07.60.24.53.20

➤ Principaux agriculteurs

Nom	Adresse	Responsable Téléphone ☎
EARL D'ARDILLA	301, route du Ricq	SOUS Laurent 06.74.71.58.26
EARL DES CHENES	1300, route de Jeanmot	BAGUE Mickaël 06.15.90.06.17
EARL BERTRAND	2480, route du Grangé	LARRIEU Philippe 06.08.32.56.16

ANNUAIRE DE CRISE
Ressources économiques locales
(suite)

➤ **Principaux artisans**

Nom	Activité	Adresse	Responsable Téléphone 📞
PRUET	Peinture	55, chemin du Brousté	PRUET Nicolas 06.72.01.74.32
OTWINOSKI	Electricité	145, route du Grangé	OTWINOSKI Frédéric 06.15.89.22.54

➤ **Principaux commerces alimentaires**

Nom	Activités	Adresse	Téléphone 📞
CARREFOUR MARKET	Alimentation	TARTAS	05.58.73.87.71
INTERMARCHE	Alimentation	TARTAS	05.58.73.53.27
L'ETAPE 7 SUR 7	Alimentation	TARTAS	05.58.73.80.67
LA MAISON DU PRIMEUR	Alimentation	TARTAS	05.58.42.94.01
NETTO	Alimentation	TARTAS	05.58.73.89.22
LE JARDIN DES SAVEURS	Alimentation	MEILHAN	06.10.12.39.86
EPICERIE FINE LANDAISE A DOMICILE	Alimentation	MEILHAN	06.37.68.24.14

ANNUAIRE DE CRISE
Ressources économiques locales
 (suite et fin)

➤ **Principaux commerces alimentaires**

Nom	Activités	Adresse	Téléphone ☎
DARMA	Alimentation	YGOS SAINT SATURNIN	05.58.51.70.60
BOULANGERIE BARTHELEMY	Boulangerie	TARTAS	05.58.73.42.11
BOULANGERIE BOURDIL	Boulangerie	TARTAS	05.58.73.40.10
BOULANGERIE DE BARROS	Boulangerie – Epicerie	MEILHAN	05.58.79.61.58
BOULANGERIE	Boulangerie	YGOS SAINT SATURNIN	05.58.06.42.77
BOUCHERIE CHARCUTERIE MIRANDE	Boucherie	TARTAS	05.58.73.56.03
BOUCHERIE DE BRASSENX	Boucherie	YGOS SAINT SATURNIN	05.58.51.85.50
Ô BOUCHER DOUBLES	Boucherie	ST MARTIN D'ONEY	05.58.79.39.47
LE FOURNIL DE ST MARTIN D'ONEY	Boulangerie	ST MARTIN D'ONEY	05.58.45.50.19
VIVAL	Epicerie	ST MARTIN D'ONEY	05.58.52.00.30

ANNUAIRE DE CRISE

Administrations diverses

Nom	Téléphone ☎	Fax	Note
A.R.S / D.T.D.L	05.58.46.63.63	05.58.46.63.72	Agence Régionale de la Santé
ATEMAX (équarrissage)	05.58.32.70.80		
Brigade de Gendarmerie de Tartas	05.58.73.88.40 17	-	-
Commissariat de Police Mont-de-Marsan	05.58.05.52.52 17	-	-
Communauté de Communes du Pays Tarusate	05.58.73.31.28	-	-
Conseil Départemental des Landes - Service Transports	05.58.05.40.40 poste : 8330	-	transports@landes.fr
Croix Rouge Française	05.58.06.36.18	05.58.06.36.18	dl.marsan@croix-rouge.fr
D.D.T.M	05.58.51.30.00	05.58.51.30.10	ddtm@landes.gouv.fr
DREAL Aquitaine	05.58.05.76.20	05.58.06.76.27	accueil-courrier.dreal-aquitaine@developpement-durable.gouv.fr
ENEDIS dépannage	0.811.010.212	-	Correspondant ENEDIS : David GOURGUES 05.58.05.86.24 / 06.18.03.90.79
GRDF dépannage	0.800.473.333	-	-
Hôpital de Mont-de-Marsan	05.58.05.10.10	05.58.05.10.01	ch.mont-de-marsan@ch-mt-marsan.fr
Hôpital de Dax	05.58.91.48.48	-	Sec-Direction@ch-dax.fr
Météo France	08.92.68.02.40	-	-
Orange Bordeaux (pour chute de ligne ou de poteau)	0.800.083.083	-	Cadre d'astreinte (urgence et panne sur réseau) 06.80.87.80.65

ANNUAIRE DE CRISE
Administrations diverses
(suite et fin)

Nom	Téléphone 📞	Fax	Note
Pompiers	18	-	-
Préfecture des Landes (SIDPC)	05.58.06.58.06	05.58.75.83.81	pref-defense-protection-civile@landes.gouv.fr
Préfecture des Landes Serveur d'informations Crue - Feux de forêt - Météo	05.40.25.40.20	-	-
Protection civile Antenne Mont-de-Marsan Président LEDOUX Francis	06.78.16.83.79	-	landes@protection-civile.org
RDTL Mont-de-Marsan	05.58.05.66.00	-	-
S.A.M.U. 40	15	-	-
Secours Catholique Mont-de-Marsan	05.58.75.95.96	-	www.secours-catholique.org
Sous-Préfecture de Dax	05.58.90.09.90	05.58.74.23.93	courrier@landes.pref.gouv.fr
SYDEC	05.58.85.71.71	-	-
Télécom Sans Frontières Base de Pau	05.59.84.43.60	-	Président : J.F CAZENAVE

ANNUAIRE DE CRISE

Presse

Nom	Bureau 📞	Fax	Note
France 3 Aquitaine	05.58.06.97.23	05.58.06.97.09	-
France Bleu Gascogne 98.8 FM / 100.5 FM	05.58.46.50.50	-	-
Sud-Ouest	05.33.07.03.50 MDM 05.24.62.32.50 DAX	-	montdemarsan@sudouest.com dax@sudouest.com
Sud-Ouest Correspondant local : <u>Guy BOP</u>	06.88.60.19.26	-	guy.bop@orange.fr

CHAPITRE IV : Textes et documents réglementaires

CADRE JURIDIQUE

Les articles L121-1 à L121-8, L125-5 et R125-23 à 27 du Code de l'Environnement, relatifs au droit à l'information préventive sur les risques technologiques et naturels des citoyens.

Les articles R123-1 à R123-55 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs aux Etablissements Recevant du Public (E.R.P.).

La loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004-art.16 « la direction des opérations de secours relève de l'autorité de police compétente en application des dispositions des articles L. 2211-1, L. 2212-2 et L. 2215-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, sauf application des dispositions prévues par les articles 17 à 22 de la présente loi.

La loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004-art.17 : « en cas d'accident, sinistre ou catastrophe dont les conséquences peuvent dépasser les limites ou les capacités d'une commune, le représentant de l'Etat dans le Département mobilise les moyens de secours relevant de l'Etat, des collectivités territoriales et des Etablissements publics. En tant que de besoin il mobilise ou réquisitionne les moyens privés nécessaires aux secours. Il assure la direction des opérations de secours et déclenche s'il y a lieu, le plan ORSEC départemental ».

L'article L125-5 du Code de l'Environnement relatif à l'information des Acquéreurs et des Locataires de biens immobiliers.

Le décret relatif au plan communal de sauvegarde du 13 septembre 2005-Art.1 : « Le plan communal de sauvegarde définit, sous l'autorité du Maire, l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques connus. Il établit un recensement et une analyse des risques à l'échelle de la commune. Il intègre et complète les documents d'information élaborés au titre des actions de prévention. Le plan de sauvegarde communal complète les plans ORSEC de protection générale des populations.

Le décret relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs du 11 octobre 1990 : « l'information donnée au public sur les risques majeurs comprend la description des risques et de leurs conséquences prévisibles pour les personnes, les biens et l'environnement, ainsi que l'exposé des mesures de prévention et de sauvegarde prévues pour limiter leurs effets. Cette information est consignée dans un dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) établi par le Préfet ainsi que dans un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le Maire. »

Le code de l'Environnement notamment les articles L.125-2 et R 125-9 à R 125-14 relatifs au droit à l'information sur les risques majeurs auxquels les citoyens sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent.

Les articles L562-1 à L562-9 du Code de l'Environnement, relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles.

CADRE JURIDIQUE

(suite et fin)

La loi du 30 juillet 2003 n° 2003-699 relative à la prévention des risques naturels et technologiques et à la réparation des dommages.

Le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRN) modifié par le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005.

L'article L563-6 du Code de l'Environnement, concernant les cavités souterraines.

L'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique.

La Directive européenne SEVESO II 96/82/CE du 9 décembre 1996, qui renforce les dispositions relatives à la prévention des accidents majeurs et vise les établissements où sont présentes des substances dangereuses.

Les articles L511-1 et L512 du Code de l'Environnement relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement.

L'article 5 de la loi du 30 juillet 2003 qui prévoit la création de Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) **et le décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005** relatifs à ces PPRT.

L'article 94 du Code Minier introduit par la loi n° 99-245 du 30 mars 1999.

Les textes spécifiques « camping », notamment :

- **La loi du 8 janvier 1993** sur la protection et la mise en valeur des paysages et sur la modification de certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques.
- **Le décret du 13 juillet 1994** relatif aux prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible.
- **L'arrêté interministériel du 6 février 1995** fixant le modèle du cahier de prescriptions de sécurité destiné aux gestionnaires de terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible.

L'arrêté préfectoral n°2014-39 du 17 janvier 2014 portant approbation du Plan ORSEC stockage et distribution de comprimés d'iode du département des Landes.

Le Code Général des Collectivités Territoriales - article L 2212-2 : « la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment le soin de prévenir, par des précautions convenables et de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toutes natures, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terrain ou de rochers, les avalanches et autres accidents naturels, les maladies épidémiques contagieuses, les épizooties. La police municipale prévoit également de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure. »

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la Commune de SAINT-YAGUEN - Département : LANDES

Nombres de Conseillers

en exercice : 10
présents : 9
représentés :
votants : 9

Séance du 3 MARS 2010

L'an Deux mil Dix et le Trois Mars à Dix Neuf Heures Trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Vincent LESPERON, Maire.

Date de la convocation
23/02/2010

Etaient présents : LESPERON, BEAUMONT, LESGOIRRES,
LABEYRIE, RAMIS, LARRIEU, BAGUE, LUNEL, DUPONT
Excusée : CLERFAYT

Date d'affichage
08/03/2010

Madame Ginette BEAUMONT a été nommée secrétaire



OBJET : ADHESION CONVENTION AVEC LE CENTRE DE GESTION DES LANDES PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE (PCS)

Rapporteur : le Maire

L'actualité montre qu'aucune commune n'est à l'abri de situations déstabilisantes nécessitant une réaction rapide. On peut citer les phénomènes climatiques extrêmes (les tempêtes de 1999 et 2009, la canicule de 2003) ou encore des accidents de toutes natures comme par exemple l'incendie d'une usine à Nantes en 1987 nécessitant l'évacuation temporaire de 35000 personnes. Et ces événements ont montré que les communes étaient mal préparées à faire face à des risques majeurs.

Pour aider les Maires qui selon l'article L2212-5 du Code Général des Collectivités Locales ont l'obligation de diligence (« faire cesser les accidents et les fléaux calamiteux... Pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours... Prescrire l'exécution des mesures de sûreté... »). L'article 13 de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile a créé le Plan de Sauvegarde Communal.

L'objectif du Plan de Sauvegarde Communal est de mettre en œuvre une organisation prévue à l'avance au niveau communal en cas de survenance d'événements graves afin de sauvegarder des vies humaines, diminuer les dégâts et protéger l'environnement. Cette organisation va en fait coordonner les moyens et services existants pour optimiser la réaction.

Je me permets de vous rappeler que notre commune qui n'entre pas dans le champ des dispositions de la loi lui imposant un Plan de Sauvegarde Communal, concentre tout de même sur son territoire 2 risques importants répertoriés selon le Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles.

Il s'agit des risques suivants : Inondation et Feux de forêt. Se rajoute également le risque « Tempête » qui est commun à toutes les communes des Landes.

Dans ce contexte, l'association des Maires des Landes en partenariat avec le Centre de Gestion des Landes a créé une cellule administrative et technique dont la mission sera

.../...

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

(suite et fin)

d'élaborer pour le compte des communes, les études préalables à l'élaboration d'un plan de sauvegarde communal et à sa réalisation dans les conditions fixées par le décret du 13 septembre 2005.

La convention qui vous est soumise ce soir et que je vous propose de m'autoriser à signer avec le Centre de Gestion des Landes retrace l'ensemble des missions que remplira la cellule « Plan Communal de Sauvegarde » jusqu'à la remise du document final. Au vu de ce document, l'élaboration du Plan de Sauvegarde nous sera facturé forfaitairement 9000 euros mais sera subventionnée à hauteur de 50% par le FEDER, l'association des Maires des Landes apportera un concours financier de 20% sur le reste à charge de la commune.

La charge communale de notre collectivité sera donc au maximum de 40% du coût global soit 3600 euros.

Compte tenu de ces éléments et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, **DECIDE** :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec le CDG pour la réalisation du Plan de Sauvegarde Communal de Saint-Yaguen
- de solliciter du FEDER l'attribution de la subvention maximale pouvant être accordée à la réalisation de ce projet
- d'intervenir à toutes pièces et formalités s'y rapportant

Et ont signé au registre les membres présents.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, de son affichage et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le 08/03/2010
Et publication ou notification du 08/03/2010

ARRÊTÉ MUNICIPAL

Objets : Plan Communal de Sauvegarde

- Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2211-1, L 2212-2 à L2212-4 et L 2215-1 relatifs aux pouvoirs de police du Maire.
- Vu Les articles L121-1 à L121-8, L125-2 à L125-5, R125-9 à R125-14 et R125-23 à 27 du Code de l'Environnement, relatifs au droit à l'information préventive sur les risques technologiques et naturels des citoyens.
- Vu Les articles R123-1 à R123-55 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs aux Etablissements Recevant du Public (E.R.P.).
- Vu L'article 5 de la loi du 30 juillet 2003 qui prévoit la création de Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) et le décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatifs aux PPRT.
- Vu L'article 94 du Code Minier introduit par la loi n° 99-245 du 30 mars 1999.
- Vu Le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRN) modifié par le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005.
- Vu la loi n° 2004-811 relative à la modernisation de la sécurité civile.
- Vu le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs pris en application de l'article L 12-2 du Code de l'Environnement modifié par le décret n° 2004-554 du 9 juin 2004.
- Vu le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan de sauvegarde et pris pour application de l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile.
- Vu l'arrêté préfectoral n°2014-39 du 17 janvier 2014 portant approbation du Plan ORSEC stockage et distribution de comprimés d'iode du département des Landes.
- Vu la délibération en date du 03 MARS 2010 par laquelle le Conseil Municipal a souhaité se doter d'un Plan Communal de Sauvegarde.
- Vu le rapport présenté par Monsieur le Maire.

Considérant qu'aux termes de l'article 1 du décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 susvisé, « Le Plan Communal de Sauvegarde définit, sous l'autorité du Maire, l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques connus. Il établit un recensement et une analyse des risques à l'échelle de la commune. Le plan communal de sauvegarde complète les plans ORSEC de protection générale des populations,

Vu le D.D.R.M. 40 2011, édité par la Préfecture des Landes, la commune de **Saint-Yaguen** est soumise aux risques « **Feux de Forêt** », « **Inondation** » ainsi qu'aux risques « **Sanitaires** » « **Phénomènes climatiques** », « **Sismique** », « **Mouvement de Terrain** » et « **Transport de Matières Dangereuses par route** » qui concernent toutes les communes du département.

ARRÊTÉ MUNICIPAL

(suite et fin)

Considérant qu'il est essentiel de prévoir, organiser et structurer l'action municipale en cas de crise,

Considérant que le Plan Communal de Sauvegarde peut être mis en œuvre pour faire face à un événement affectant le territoire de la commune mais aussi dans le cadre d'une opération de secours nécessitant une large mobilisation de moyens,

Considérant qu'à l'issue de son élaboration, le Plan Communal de Sauvegarde fait l'objet d'un arrêté pris par le Maire de la commune et qu'il est transmis au Préfet du Département.

ARRÊTÉ

Article 1. L'arrêté municipal du 27 septembre 2010 relatif à la mise en place du PCS de la commune de Saint-Yaguen est complété par les dispositions suivantes.

Article 2. Le Plan Communal de Sauvegarde de la Commune de Saint-Yaguen tel qu'annexé au présent arrêté, est établi à compter du 03 avril 2024.

Article 3. Le Plan Communal de Sauvegarde est consultable en Mairie aux heures d'ouverture habituelles et sera porté à la connaissance du public par Monsieur le Maire.

Article 4. Le Plan Communal de Sauvegarde fera l'objet des mises à jour nécessaires à sa bonne application et sera révisé en fonction notamment de la connaissance et de l'évolution des risques ainsi que des modifications apportées par les textes législatifs ou réglementaires applicables en la matière. La révision du plan communal de sauvegarde sera portée à la connaissance du public par Monsieur le Maire.

Article 5. Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et une ampliation de celui-ci sera remise à :

- La Préfecture des Landes.
- Au Service Départemental d'Incendie et de Secours des Landes.
- A la Gendarmerie des Landes.

Fait à Saint-Yaguen, le 03 avril 2024

Le Maire

JACQUES LARRIEU

GLOSSAIRE

Tableau des sigles fréquemment rencontrés

C	C.E.A.	Commissariat à l'Énergie Atomique
	C.O.D.	Centre Opérationnel Départemental
	C.O.G.I.C.	Centre Opérationnel de Gestion Interministérielle des Crises
	C.O.S.	Commandant des Opérations de Secours
	C.O.Z.	Centre Opérationnel Zonal
	C.R.R.A.	Centre de Réception et de Régulation des Appels
	C.S.I.C.	Conseil Supérieur des Installations Classées
	C.T.A.	Centre de Traitement de l'Alerte
D	D.D.R.M.	Dossier Départemental de Risques Majeurs
	D.D.S.I.S.	Direction (Directeur) Départemental (e) des Services d'Incendie et de Secours
	D.D.T.M.	Direction Départementale des Territoires et de la Mer
	D.F.C.I.	Défense de la Forêt Contre l'Incendie
	D.G.S.C.G.C.	Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises
	D.I.C.R.I.M.	Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs
	D.I.R.E.N.	Direction Régionale de l'Environnement
	D.O.S.	Directeur des Opérations de Secours
	D.R.E.A.L.	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
	D.T.D.L. A.R.S.	Délégation Territoriale Départementale des Landes Agence Régionale de la Santé
E	E.M.A.	Ensemble Mobile d'Alerte
I	I.C.P.E.	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
O	O.R.S.E.C.	Organisation de Réponse de Sécurité Civile

GLOSSAIRE

(suite et fin)

P	P.C.C.	Poste de Commandement Communal
	P.C.S.	Plan Communal de Sauvegarde
	P.O.I.	Plan d'Opération Interne
	P.P.I.	Plan Particulier d'Intervention
	P.P.R.	Plan de Prévention des Risques
	P.P.R.I.F.	Plan Particulier des Risques Incendies de Forêt
	P.P.R.N.	Plan de Prévention des Risques Naturels
	P.P.R.T.	Plan de Prévention des Risques Technologiques
	P.P.M.S.	Plan Particulier de Mise en Sureté
	P.S.I.	Plan de Surveillance et d'Intervention
	P.S.S.	Plan de Secours Spécialisé
P.U.I.	Plan d'Urgence Interne	
R	R.A.C.	Responsable des Actions Communales
S	S.A.M.U.	Service d'Aide Médicale Urgente
	S.D.A.C.R.	Schéma Départemental de Couverture et d'Analyse des Risques
	S.D.I.S.	Service Départemental d'Incendie et de Secours
	S.I.D.P.C.	Service Interministériel de Défense et de Protection Civile
	S.M.U.R.	Service Médical d'Urgence et de Réanimation
	S.N.S.M.	Société Nationale de Sauvetage en Mer
	S.P.C.	Service de Prévision des Crues
T	T.M.D.	Transport de Matières Dangereuses
	T.M.R.	Transport de Matières Radioactives

Mise à jour du plan

FICHE ACTION DU RESPONSABLE

- Assurer la mise à jour du plan communal de sauvegarde en complétant le tableau ci-après **(conseillé deux fois par an)**.
- Informer de toutes modifications les destinataires du plan communal :
 - Préfet ou Sous-préfet.
 - Service Départemental d'Incendie et de Secours.
 - Gendarmerie et/ou Police.

Pages modifiées	Modifications apportées	Date de réalisation
TOUTES	Suite aux élections municipales de 2020 Rajout du risque « sanitaire » et « gestion de l'eau » MAJ par le service P.C.S du CDG 40	2024